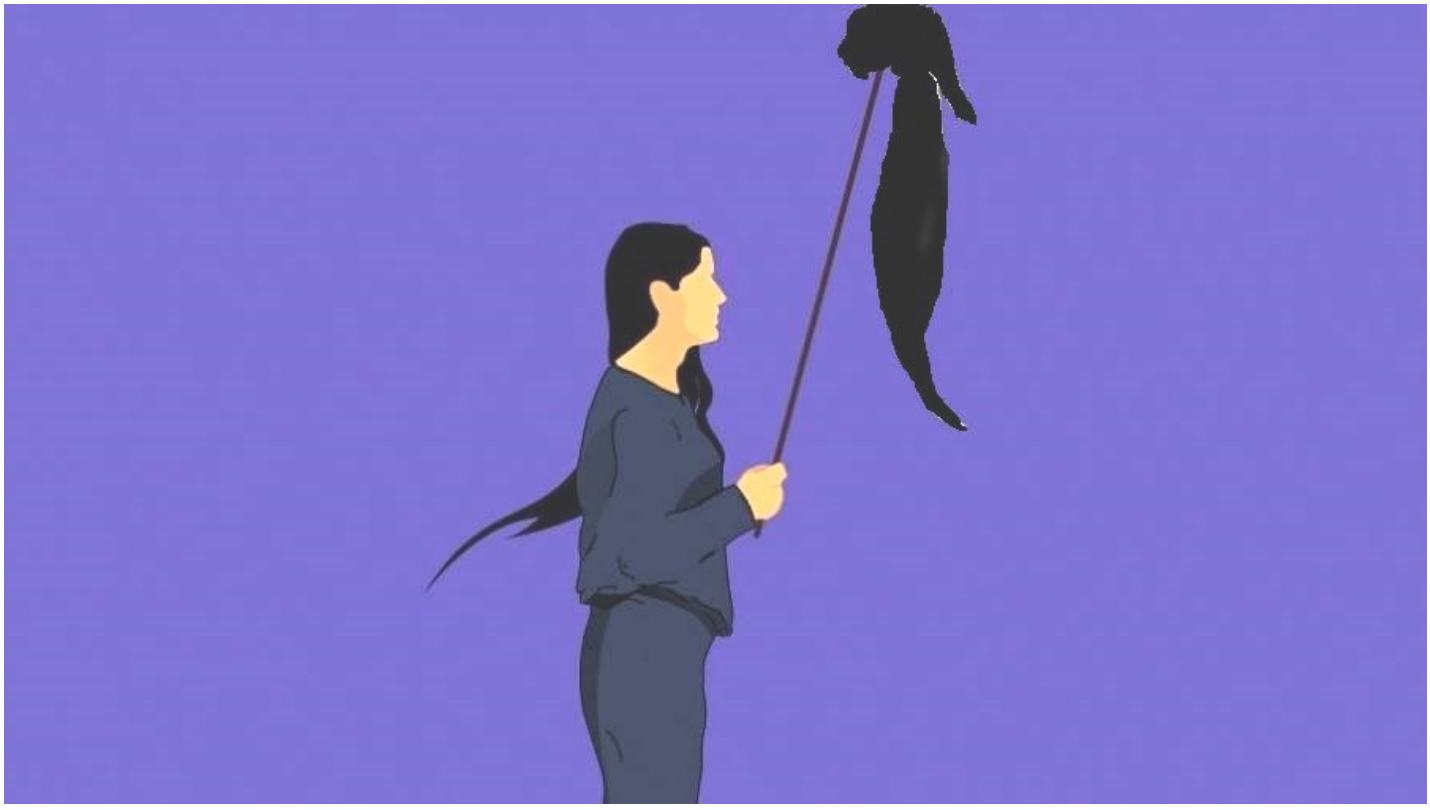
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Iran : Grève générale pour renverser la dictature ! Gouvernement des travailleurs !



2273-8762

Pour vaincre le gouvernement, submerger la collaboration de classe ! p. 2
La crise de la santé publique p. 6
Lettre ouverte à Révolution permanente p. 10
Déclaration internationale sur l'Iran p. 12
La fuite en avant de l'impérialisme russe p. 13
La persécution des Ouïgours p. 15
L'été du mécontentement au Royaume-Uni p. 18
L'automne dans l'État espagnol p. 22
L'élection présidentielle en Colombie p. 24
ABC du marxisme : la grève générale p. 28

n° 52 octobre 2022 2 euros

Pour vaincre le gouvernement, submerger la collaboration de classe !

Groupe marxiste internationaliste

Programme

Le capitalisme français menacé de récession

La croissance mondiale ralentit. La hausse des taux des banques centrales s'accélère. Les dernières prévisions de l'OCDE du 26 septembre ne prévoient plus que 0,3 % de croissance en 2023 pour la zone euro. La récession menace : l'Insee prévoit une croissance nulle au dernier trimestre (*Point de conjoncture*, 7 septembre) et la Banque de France prédit pour 2023 une variation du PIB entre +0,8 % et -0,5 % (*Projections macroéconomiques*, 15 septembre). La concurrence entre les différentes bourgeoisies va redoubler d'intensité. Dans cette lutte, l'impérialisme français n'est pas dans la meilleure posture, il continue de perdre des positions au plan économique (ses piliers industriels sont ébranlés, sauf dans le luxe) ainsi qu'au plan diplomatique et militaire (la Russie tente de le supplanter dans le Sahel).

L'inflation annuelle a atteint 6,5 % en aout en France, jusqu'à 9,75 % fin septembre pour les produits alimentaires dans les supermarchés selon le cabinet d'analyses Iri France. Le prix du gaz sur le marché spéculatif européen est passé d'environ 25 euros le MWh au début 2021 à plus de 200 euros aujourd'hui. Le gouvernement vient d'annoncer que les factures de gaz et d'électricité des particuliers augmenteront de 15 % en janvier, nombre de familles ne pourront pas se chauffer cet hiver, des usines grandes consommatrices d'énergie commencent à mettre les ouvriers au chômage technique tandis que beaucoup de travailleurs indépendants (commerçants, petits paysans, artisans...) ne savent plus comment ils vont payer leurs factures.

Le gouvernement le sait parfaitement, il doit à la fois aider les capitalistes à pressurer un peu plus la classe ouvrière par tous les moyens et réduire autant que possible le coût des services publics et le financement de la dette. Déjà les salaires réels, le pouvoir d'achat des allocations diverses et des pensions de retraite baissent, l'épargne populaire est éhontément volée par l'inflation, les services publics se dégradent de plus en plus.

Pour la bourgeoisie, cela ne suffit pas. Plus vite, plus fort, telle est la ligne du gouvernement Borne-Macron. Mais comment ? Le prochain budget passera sans problème à coup de 49.3 dans le cas où le gouvernement ne trouverait pas de majorité de circonstance à l'Assemblée nationale, ce qui est vraisemblable, bien que tous les partis politiques, donc tous ceux composant la Nupes, aient sagement participé aux « *dialogues de Bercy* » le 13 septembre, initiés par Le Maire et Attal pour tenter de déminer le terrain. Reste l'ensemble des lois et mesures à venir contre le prolétariat, la jeunesse scolarisée, etc.

Avec le CNR, Macron veut rassembler « la nation » autour de la bourgeoisie

Le 8 septembre, Macron a installé sa dernière trouvaille pour organiser la collaboration de classe, le Conseil national de la refondation (CNR) pour *« définir du consensus sur la situation de la France et de son avenir »*, et *« rassembler la nation »*. Avec un succès mitigé puisque ni la CGT, ni FO, ni la FSU, ni Solidaires, ni les partis composant la Nupes n'ont accepté l'invitation, du moins pour la première réunion. Trop voyant... En effet, les participants ont même demandé à ne pas être filmés, c'est dire ! Mais, s'ils ont décliné l'invitation, cela ne signifie nullement une rupture avec le dialogue social. Tous ont d'abord tiré leur chapeau en hommage au CNR mis en place par de Gaulle pour désarmer les travailleurs, écarter le danger de la révolution et reconstruire l'État bourgeois après la guerre grâce à la participation de toutes les grandes organisations ouvrières de l'époque (PCF, PS-SFIO, CGT, CFTC). Puis tous ont réaffirmé leur disponibilité pour participer, avec Macron et ses ministres, à un « véritable dialogue », à de « véritables concertations », dans « l'intérêt de la nation »...

> *Vous connaissez la volonté constante du PCF, de ses parlementaires et de ses élus, de travailler à la défense des intérêts de la nation, et au rassemblement en ce sens de ses forces vives, du monde du travail et de la création. Nous sommes à ce titre très attachés au développement du débat démocratique.* (Fabien Roussel, *Lettre au président,* 5 septembre)

Ou par exemple la CGT qui se targue de sa participation au sein du Conseil économique, social et environnemental (un des nombreux organismes de collaboration de classe où les chefs syndicaux siègent contre rémunération conséquente) ... Ou la FSU :

> *Pour la FSU, le gouvernement devrait donc en premier lieu s'engager à revitaliser les instances de dialogue social dans lesquelles elle est force de proposition dans la Fonction publique comme dans les ministères, tant au niveau local que national.* (FSU, *Communiqué*, 6 septembre)

Voilà qui ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. La première réunion du CNR n'a pas fait le plein ? Qu'à cela ne tienne, la méthode CNR sera déclinée dans chaque ministère et localement. Macron veut un « *démarrage très rapide en 2023* ».

Qu'importe l'emploi, puisque le chômeur devra l'accepter !

Le 12 septembre, les ministres du travail, et de l'enseignement et de la formation professionnels, Dussopt et Grandjean, ont présenté aux dirigeants syndicaux la feuille de route des concertations à venir, qui récapitule l'ensemble des attaques que le gouvernement veut mettre en oeuvre dans les mois qui viennent. Premier objectif : obliger les chômeurs à accepter les emplois non pourvus, conformément aux demandes du Medef.

> *On pousse le gouvernement pour faire cette réforme qui s'inspire de ce qui se passe dans d'autres pays, notamment le Canada, où la durée d'indemnisation peut varier en fonction du nombre d'emplois disponibles. Tout le monde peut comprendre que quand il y a beaucoup d'emplois disponibles -ce qui est le cas en ce moment- les chômeurs soient indemnisés moins longtemps.* (Geoffroy Roux de Bézieux, *Discours inaugural à l'Université d'été du Medef,* 29 aout)

Voilà pourquoi Dussopt répond en écho « *Le taux de chômage reste structurellement élevé, alors que les entreprises sont face à des problèmes de recrutement qu'on n'avait jamais connus. On ne peut se satisfaire de cette situation* ». D'où la nouvelle réforme de l'assurance chômage pour durcir les conditions d'accès à l'indemnisation et en raccourcir la durée : « *Quand les choses vont très bien, il faut que les règles soient incitatives* ».

Mais le Medef est pressé et sait pertinemment qu'un accord sur ce sujet avec les directions syndicales serait difficile dans le cadre habituel de la gestion paritaire de l'assurance chômage. Il pousse donc le gouvernement à prendre la mesure par décret.

> *Ouvrir une négociation ne servira à rien vu qu'elle n'aboutira pas faute de diagnostic partagé avec les syndicats sur l'effet des règles d'indemnisation sur la reprise d'emploi. Il est légitime que l'État reprenne la main.*

Tout est déjà ficelé, mais les dirigeants syndicaux sont quand même allés de conserve rencontrer Dussopt et Grandjean le 12 septembre ! Lequel Dussopt se paie même le luxe de préciser :*« nous ouvrons une discussion avec des propositions et des contre-propositions, mais, à la fin, c'est le gouvernement qui décide »*. Dès lors la CGT et FO font mine de s'offusquer : « *Concertation bidon* » (CGT). « *On se moque de nous. Ils vont décider tout seuls* » renchérit FO. Mais ni l'une ni l'autre ne décident d'appeler au boycott du prétendu dialogue social, ni d'envoyer promener le gouvernement et ses ministres qui multiplient les concertations tous azimuts pour entrainer les syndicats sur le terrain de la discussion de ses contre-réformes. Car d'autres mesures sont annoncées contre les chômeurs et doivent aussi faire l'objet de concertation : l'obligation pour les titulaires du RSA d'effectuer entre 15 et 20 heures de travail hebdomadaires, la création par Pôle emploi d'un « *vivier de chômeurs immédiatement employables* » dans les secteurs les plus en tension, la transformation de Pôle emploi en France Travail avec une régionalisation des services.

La bourgeoisie s'interroge sur la meilleure façon d'attaquer les retraites

Macron l'a annoncé clairement le 12 septembre, il veut aboutir, et vite, sur l'allongement du temps de cotisation pour toucher une retraite entière et sur le report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ou 65 ans.

Opportunément, le Conseil d'orientation des retraites où siègent toutes les directions syndicales vient de remettre un rapport qui, s'il constate un excédent passager des recettes en 2021, prévoit à nouveau des déficits à partir de 2023 (*Évolutions et perspectives des retraites en France*, 15 septembre). En réalité, le COR est un gestionnaire comptable loyal et honnête du capitalisme : il établit des projections à partir de différentes hypothèses d'évolution du taux de croissance et en fait ressortir les probables déficits, peu importe le taux de profit que les patrons tirent de l'exploitation des salariés. Il ne reste plus dès lors au gouvernement qu'à prendre appui sur ce genre de « constat admis par tous » pour passer à l'offensive.

Le Medef conseille d'enfoncer un clou après l'autre et de ne pas court-circuiter les concertations.

> *Il faut faire la réforme de l'assurance chômage... Dès qu'elle aura été terminée, c'est-à-dire à l'au-*

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN 2273-8762

Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :
ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com
Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net
Site du GMI/France : groupemarxiste.info
Site de l'IKC/Espagne : Ikcirklo.org/es/
Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

*tomne, il faudra engager les concertations sur la retrait*e. (Geoffroy Roux de Bézieux, *France 2,* 7 septembre)

Le chef du MoDem, qui préside aux destinées du CNR, est sur la même ligne.

Je suis opposé au passage en force. Si on se lance dans cette voie-là, alors nous sommes certains de coaliser d'abord les oppositions entre elles, puis de diviser la société française. Tout cela parce que nous n'aurions pas pris le temps de la pédagogie… Or le passage en force, c'est le contraire de l'esprit du CNR, qui réclame d'examiner les problèmes ensemble. Si l'exécutif ne passait pas par cette concertation, je crois que cela créerait effectivement un mauvais climat et donnerait raison à tous ceux qui annoncent l'échec du CNR. (François Bayrou, *Le Parisien,* 18 septembre)

Et même le chef de la CFDT doit avouer que sur ce coup, la barre est un peu trop haut pour obtenir son accord : « *si le gouvernement prend une mesure d'âge de façon abrupte, brutale, je le dis, il y aura une conflictualité très, très forte* » (Laurent Berger, *France 2,* 12 septembre), menaçant même de quitter le CNR.

Pour sortir de cet embarras, Macron a finalement annoncé le 28 septembre au soir qu'un projet de loi spécifique instaurant le passage de l'âge légal de départ à 65 ans et la fin des régimes spéciaux serait débattu en décembre pour un vote en janvier, précédé de deux mois de concertation avec les syndicats. Déjà, la direction de la CGT, feignant de croire aux bonnes dispositions du gouvernement, se dit prête à participer « *s'il y a une véritable volonté d'écoute sur les moyens de financer la sécurité sociale et donc la caisse nationale d'assurance-vieillesse* » tout en se ménageant une porte de sortie une fois la concertation lancée (ce qui est le plus important pour le gouvernement).

S'il y a une concertation sur les retraites, pour nous expliquer pourquoi il faut travailler plus longtemps, je pense que la concertation ne va pas durer longtemps. (Philippe Martinez, *BFMTV,* 29 septembre)

Le gouvernement se félicite de la caution que lui apportent les appareils de la CFDT, CGT, FO, etc.

Les organisations syndicales ont dit qu'elles participeraient à la concertation, c'est une bonne nouvelle. (Gabriel Attal, ministre des comptes publics, *JdN*, 4 octobre)

Comment combattre ?

L'appel intersyndical qui décrétait la journée d'action du 29 septembre titrait : « *Pour les salaires, les pensions, les bourses d'études, les minima sociaux : En grève le 29 septembre !* » et, après avoir listé une série de motifs de

De nouveaux pas pour disloquer l'enseignement public

Il manque des professeurs devant les élèves, les concours ne pourvoient plus tous les postes. Par exemple, dans l'académie de Versailles, seuls 424 candidats ont été admis au dernier concours de professeurs des écoles sur 1 430 places ; dans l'académie de Créteil, 419 admis pour 1 079 postes. Pour l'Ile de France, ce sont 1 728 postes non pourvus cette année. Les enseignants sont rincés par les charges de travail pour un salaire de moins en moins en rapport avec leur qualification et de plus en plus nombreux sont ceux qui vont jusqu'à démissionner. Après environ 15 ans de carrière, le salaire d'un professeur certifié est de 2 123,71 euros nets.

Qu'à cela ne tienne. Le gouvernement Macron-Borne-Ndiaye a lancé en catastrophe des sessions de « *job dating* » pour recruter à la sauvette des contractuels sans qualification. Selon une enquête du syndicat des chefs d'établissement, le SNPDEN, 62 % des collèges et lycées ont déclaré manquer d'au moins un enseignant après le 1er septembre. Le gouvernement a promis d'augmenter les professeurs, mais en réalité, seuls les salaires des débutants devraient être revalorisés en 2023, tous les autres n'auront d'augmentation que s'ils acceptent encore de nouvelles missions supplémentaires. Ce détail pour Macron étant réglé, il convient de passer aux choses sérieuses.

Aussi, dès le mois d'octobre, nous lancerons partout en France ce chantier de la refondation de l'école en proposant à chaque école, chaque collège, chaque lycée qui le souhaite de bâtir un projet qui lui est propre en mettant tout le monde autour de la table, les chefs d'établissements, les directeurs d'écoles, les enseignants et toute la communauté éducative, les parents d'élèves, les élèves, les partenaires associatifs ou économiques, et les élus des collectivités territoriales. C'est ce que nous avons fait à Marseille il y a un an : cela a déjà permis des résultats tangibles et des innovations vertueuses. (Emmanuel Macron, *Lettre aux enseignants*, 16 septembre)

Ces projets propres à chaque structure sont le cheval de Troie pour parvenir au recrutement par le chef d'établissement, tout comme le ferait un patron, en fonction du degré d'adhésion réel ou supposé au dit-projet. Comme cela a commencé à se mettre en place à Marseille dans certaines écoles primaires avec la nomination sur poste à profil ou à « exigences particulières ». Pour raffermir l'emprise des capitalistes sur les formations des lycées d'enseignement professionnels, le gouvernement prépare un nouveau remodelage de la formation professionnelle avec toujours plus d'alternance.

La direction de la principale organisation du secteur a qualifié le courrier de Macron de « *lettre alliant le mépris et la provocation* » (FSU, *Communiqué*, 19 septembre) mais elle se garde bien d'indiquer qu'elle ne participera pas en conséquence aux différentes consultations chargées de mettre cette « *provocation* » en musique. Comme les autres, elle compte y participer et ainsi la cautionner.

mécontentement, notamment au regard de l'inflation, conclut que cette journée doit s'inscrire dans la sempiternelle « *mobilisation large et dans la durée* ».

Cependant, l'appel ne contenait aucune revendication claire et nette. Rien sur l'indexation immédiate des salaires, pensions et allocations sur le coût de la vie ! Aucune exigence de retrait pur et simple du projet contre les allocations chômage, du retrait du projet contre les retraites. Et pourquoi donc ? Tout simplement parce que cette énième journée d'action n'avait aucunement l'objectif de bousculer le gouvernement ni d'obtenir quoi que ce soit. Il n'y a pas d'exigence claire et nette du retrait des attaques du gouvernement parce que les chefs syndicaux acceptent de les négocier.

Et ce n'est pas la marche « *contre la vie chère et l'inaction climatique* » convoquée le 16 octobre par LFI et le PS avec EELV qui va faire trembler le gouvernement. D'ailleurs, comme s'empressent de préciser les organisateurs, *« elle s'inscrira dans la continuité des mobilisations engagées par les syndicats et associations, dont les journées nationales d'action des 22 et 29 septembre et la mobilisation climat du 23 septembre ».*

Pour repousser les attaques et obtenir l'augmentation générale des salaires, pensions, bourses, allocations et leur indexation automatique sur la hausse du coût de la vie, pour obtenir le retrait des attaques du gouvernement contre les chômeurs, contre les retraites, contre les soignants, contre les enseignants, il faut briser le piège du dialogue social et imposer aux chefs syndicaux de rompre les concertations et d'appeler réellement à la mobilisation générale de la classe ouvrière contre le gouvernement. Et cette mobilisation générale ne peut prendre la forme que de la préparation à la grève générale.

« La grève générale n'est pas une grève, c'est la grève », disait Trotsky. Elle pose le problème de quelle classe gouverne le pays, porte en elle le mouvement pour le gouvernement des travailleurs.

Et c'est précisément pour cela que les bureaucrates syndicaux n'en veulent pas, qu'ils préfèrent organiser les grèves disloquées et les journées d'action tout en acceptant de négocier les plans du gouvernement, que les réformistes n'en veulent pas, que les révolutionnaires en peau de lapin n'en veulent pas et couvrent les « journées d'action » en prétendant toujours que c'est le début de la mobilisation qui doit s'élargir, que c'est mieux que rien, alors que c'est le début de la trahison.

> *La journée de grève interprofessionnelle du jeudi 29 septembre, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, peut être l'occasion d'une mobilisation massive du monde du travail. Le premier jalon d'une rentrée sociale antigouvernementale, anti-patronale, qui pour cela ne doit donc pas rester sans lendemain.* (NPA, *Résolution du Conseil politique national,* 18 septembre)

5 OCTOBRE, MINISTÈRE DU TRAVAIL : TOUS LES DIRIGEANTS SYNDICAUX SE RENDENT AVEC LE PATRONAT À LA RÉUNION CONTRE LES RETRAITES CONVOQUÉE PAR DUSSOPT

> *Cet appel est une occasion de montrer que bien des travailleurs ne se résignent pas aux attaques patronales, et de discuter de la contre-offensive nécessaire contre la classe capitaliste et ses représentants.* (LO, 21 septembre)

> *Alors que la CGT et Solidaires ont annoncé la date de mobilisation du 29 septembre il y a déjà plusieurs mois, aucune date ultérieure n'a été annoncée par les confédérations, et encore moins la possibilité de mettre en place des grèves reconductibles et des caisses de grève pour les soutenir.* (CCR-RP, 23 septembre)

Mais les grèves reconductibles de LO, du NPA, du CCR-RP, c'est toujours des grèves dans un cadre disloqué, sans la centralisation politique de toute la classe ouvrière contre le gouvernement que recouvre le mot d'ordre de grève générale. Les grèves reconductibles laissent les mains libres aux bureaucraties et épuisent la combattivité. En réalité, il s'agit d'habiller les journées d'action décrétées par les appareils syndicaux de quelques fanfreluches censées les rendre acceptables.

> *Chez Total, en vue de préparer la grève interprofessionnelle du 29 septembre, les salariés ont décidé de mettre en place une grève de trois jours dès le 27 septembre et se veulent un exemple pour tous les salariés* (CCR-RP, 23 septembre)

Pour vaincre le gouvernement et arracher les revendications (l'échelle mobile des salaires, les postes de la santé publique et de l'enseignement public, l'expropriation des groupes du gaz et de l'électricité...), ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire.

Elle jetterait toutes ses forces pour construire les comités d'action pour préparer la grève générale avec les assemblées générales, les comités de grève élus, l'autodéfense, la coordination nationale des comités de grève jusqu'à satisfaction des revendications, dans la santé comme dans l'enseignement, les transports, le bâtiment, l'industrie, l'énergie...

4 octobre 2022

La crise de la **santé** publique

La fermeture totale ou partielle d'au moins 20 services d'urgence au cours de l'été (Grenoble, Montauban, Manosque, Cavaillon, Creil, Nice, Bordeaux...) est la manifestation la plus inquiétante de la crise des hôpitaux publics. Le nouveau ministre de la santé a dû avouer : *« Tout notre système de santé est à bout de souffle »* (François Braun, 4 juillet 2022). Elle affecte aussi le reste du monde, même l'Europe où les hôpitaux publics étaient prédominants, parce que le capitalisme en déclin devient de moins en moins conciliable avec le droit à la santé.

Des concessions arrachées par la lutte de classe

L'État bourgeois gère les affaires communes des capitalistes, ce qui implique d'assurer la reproduction de la force de travail (pour être exploitée) et d'empêcher que la bourgeoisie soit touchée par des épidémies (qui ont l'inconvénient de ne pas se limiter aux classes intermédiaires et au prolétariat, même s'ils sont toujours plus touchés). D'où, à la fin du 19e siècle, des limitations du temps de travail, l'interdiction du travail des enfants, une instruction minimale, la mise en place de réseaux d'eau potable, de systèmes d'égout, d'hôpitaux publics...

En Europe de l'Ouest, en 1944-1946, les partis staliniens, sociaux-démocrates et travaillistes, avec l'aide de toutes les centrales syndicales, en alliance avec les partis bourgeois, ont désarmé les travailleurs, reconstruit les États bourgeois et sauvé le capitalisme. Mais la peur de la révolution, la période de croissance prolongée du capitalisme jusqu'en 1974 et la pression des masses ont permis des conquêtes sociales. En matière de santé, elles ont pris des formes institutionnelles diverses : prise en charge directe par l'État (Grande-Bretagne où les médecins deviennent des fonctionnaires, Suède, Norvège, Pays-Bas...) ou création par l'État d'un régime d'assurance obligatoire (Allemagne, France, Italie, Belgique...). De toute façon, la propriété privée des groupes pharmaceutiques, des groupes d'équipements médicaux et des cliniques lucratives était préservée.

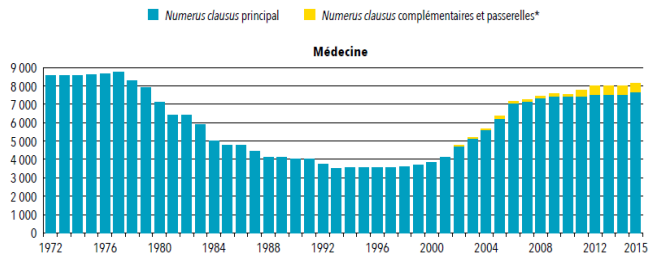
Néanmoins, quand la santé des masses est significativement améliorée, la contrepartie est inévitablement une atteinte au taux de profit. Par conséquent, si le capitalisme est sauvé, les acquis sociaux restent fragiles. Le libéralisme économique (la théorie néoclassique) n'est pas la cause des attaques, comme l'expliquent ATTAC ou Copernic, le PCF ou LFI, les bureaucraties de la CGT, de FO ou de SUD... C'est la couverture politique, la justification idéologique de la contre-offensive capitaliste des années 1980 à aujourd'hui.

50 ans d'attaques de l'État contre le droit à la santé

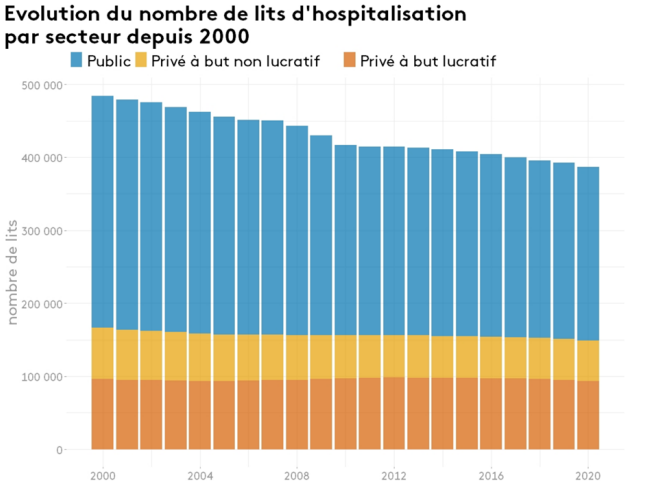
En 1971, à l'opposé du libéralisme économique (laisser faire le marché), l'État règlemente le recrutement de médecins. Il instaure un « numérus clausus » pour limiter le nombre d'étudiants admis en deuxième année de médecine. L'hypothèse est que plus il y a de médecins, plus il y a de prescripteurs et plus le déficit de la Sécurité sociale se creuserait. L'Ordre des médecins soutient car contenir le nombre de praticiens permet de limiter la concurrence et de garantir les revenus. La mesure conduit à un effondrement de près de 60 % du nombre de praticiens au milieu des années 1990. Il y est mis fin en 2018. Ce manque de médecins se répercute aussi sur les services d'urgence des hôpitaux publics.

Les gouvernements successifs diminuent les cotisations sociales des employeurs, déremboursent les médicaments, encouragent la « chirurgie ambulatoire » (les patients sortent le jour même et sont suivis par des infirmiers libéraux), ferment les lits (y compris pendant l'épidémie de covid).

En 1983, le gouvernement Mitterrand (PS)-Mauroy (PS)-Ralite (PCF) met en place le « budget global » et instaure le « forfait hospitalier » (20 euros par jour depuis 2018, pas remboursé par la Sécu). En 1996, le gouvernement Chirac-Juppé-Bachelot décide que le parlement vote



Le Quotidien du médecin, 4 janvier 2018



DREES, *La situation économique et financière des établissements de santé*, juillet 2022

chaque année la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour contenir les dépenses de santé.

En 2003, le gouvernement Chirac-Raffarin-Mattéi modifie le financement avec le « paiement à l'acte ». L'hôpital est de plus en plus géré sur le modèle de l'entreprise capitaliste et le temps consacré à l'accompagnement, à l'explication, à la prévention se réduit.

En 2005, le gouvernement Chirac-Villepin-Bertrand instaure dans les hôpitaux publics les « pôles d'activité » qui regroupent les ressources de plusieurs services. Le résultat est la flexibilité accrue de centaines de milliers de travailleuses et travailleurs de la santé. En 2009, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot crée les agences régionales de la santé (ARS) qui sont des sortes de préfectures sanitaires aux ordres du gouvernement. Non seulement les ARS ferment chaque année des établissements par dizaines et des lits par milliers (27 000 lits d'hospitalisation ont été fermés de 2013 à 2021, ce qui représente une baisse de 6,5 %), mais elle *« mutualisent les équipements »*. Autrement dit, les ARS mettent l'hôpital public au service des cliniques privées.

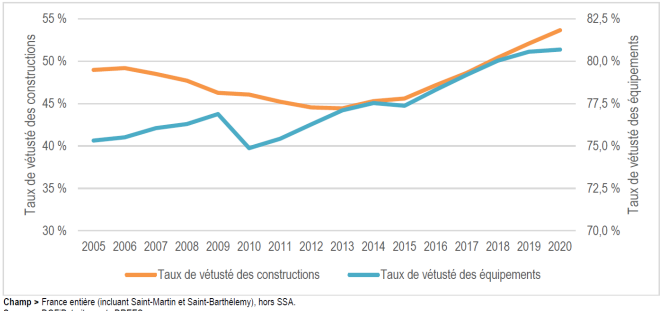
Prospèrent ainsi les firmes capitalistes pharmaceutiques qui n'assurent même pas la fourniture régulière de tous les médicaments de leur catalogue, les cliniques privées, les EHPAD à but lucratif (comme le groupe ORPEA) et même les « hôtels hospitaliers » privés qui se développent comme des parasites autour des grands centres hospitaliers. Les hôpitaux publics sont déficitaires faute de financement, les cliniques privées sont rentables sur le dos de la Sécurité sociale.

À l'origine, les cliniques étaient du petit capital par regroupement de chirurgiens. Elles relèvent le plus souvent aujourd'hui du grand capital.

> *À l'issue d'une phase importante d'acquisitions ou de fusions, environ 40 % des établissements privés français sont désormais détenus par les trois premiers acteurs nationaux, à savoir Ramsay Générale de Santé coté en bourse, Elsan contrôlé par CVC et Vivalto Santé avec des investisseurs tels que Mubadala, Arkea Capital, Bpifrance...* (*Les Échos*, 20 mars 2020)

Graphique 3 • Taux de vétusté des équipements et des constructions des établissements de santé depuis 2005

En % de la valeur brute des immobilisations



Champ > France entière (incluant Saint-Martin et Saint-Barthélemy), hors SSA.
Source > DGFiP, traitements DREES.

DREES, *La situation économique et financière des établissements de santé*, juillet 2022

Loin du mythe du libéralisme (tout irait mieux quand l'État n'intervient pas), ces groupes privés réclament toujours plus d'argent public.

> *Le niveau exceptionnel de l'inflation appelle une réponse spécifique du gouvernement pour soutenir les établissements de santé. En cette période particulièrement compliquée pour le secteur hospitalier, l'hospitalisation privée attend des pouvoirs publics qu'ils prennent en compte la réalité économique* (Fédération de l'hospitalisation privée, *Communiqué*, 7 février 2022)

Le choc de la pandémie sur les hôpitaux fragilisés

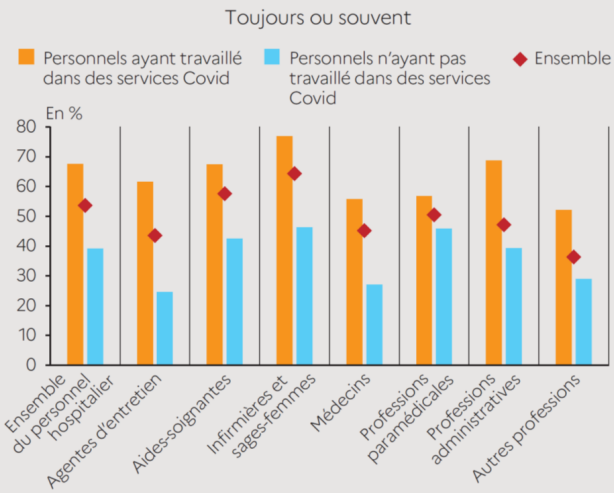
Pour économiser et diviser le collectif de travail de plus d'un million de travailleurs des hôpitaux publics, l'État sous-paye ceux qui sont en formation (apprentis, élèves-infirmiers, médecins internes...) et les étrangers. Plus de 100 000 travailleurs hospitaliers sont contractuels, précaires, non protégés par le statut de fonctionnaire.

Au printemps 2020, le choc de la pandémie mondiale de covid frappe la France et fait vaciller des hôpitaux à l'investissement réduit, parfois vétustes, aux effectifs insuffisants. Il est aggravé par l'imprévoyance du gouvernement Macron-Philippe-Buzyn.

Face à l'épidémie, l'effort repose essentiellement sur l'hôpital public et ses travailleurs.

Pour expliquer le manque d'effectif, le RN et LFI montent en épingle la suspension d'une très petite minorité de soignants obscurantistes ou complotistes qui ont refusé en 2021 la vaccination. Le problème n'est pas

Graphique 1 Part des personnels du secteur hospitalier à avoir vécu, plus qu'auparavant, des périodes inhabituelles de surcharge de travail depuis le début de la crise sanitaire (mars 2020)



DREES, *Crise sanitaire : à l'hôpital, la surcharge de travail a touché*

là : sur 240 000 infirmiers du « parc hospitalier, public et privé », 600 restent écartés ; sur 85 000 médecins et pharmaciens, 75. Au total 12 000 personnes, soit 0,53 % de l'effectif total (personnel administratif ou technique compris).

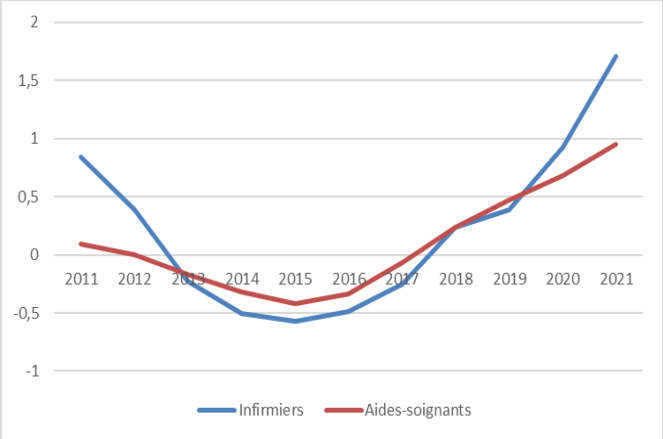
Par contre, par milliers, des soignants ont fui l'hôpital public à cause de l'intensification du travail, des horaires, de l'insuffisance du salaire, de l'accroissement des tâches administratives, de la déperdition du sens du travail... Pour la même raison, des postes ne sont pas pourvus, car peu attractifs. Les démissions massives ont engendré un cercle vicieux en aggravant la charge de travail de ceux qui restent et le déficit budgétaire des hôpitaux en obligeant à recourir à l'intérim et aux CDD, plus couteux. Il existe bien un décret de 2017 pour encadrer le travail intérimaire dans les hôpitaux (avec plafond de 1 170 euros la garde de 24 heures pour un médecin), mais, avec la tension sur le marché du travail, il n'est plus appliqué.

Le « Ségur de la santé » de mai 2020

Vu l'appui de la population aux travailleurs de « la première ligne », le gouvernement Macron-Castex-Véran ne pouvait pas dénoncer et réprimer le mécontentement grandissant des soignants. En mai 2020, il a donc convoqué le « Ségur de la santé », une « concertation sociale », en fait un cadre de la collaboration de classes.

Présidé par l'ancienne secrétaire générale de la CFDT, Notat, le Ségur a associé, du 25 mai au 10 juillet, des élus, des dizaines de technocrates qui avaient appliqué l'austérité à l'hôpital durant toute leur carrière, les représentants des groupes capitalistes de la santé (FHP) et des « représentants des personnels » : Intersyndicat national des praticiens hospitaliers, Action praticiens hôpital, Jeunes médecins, Avenir hospitalier, Coordination médicale hospitalière, Syndicat national des médecins des hôpitaux publics, fédérations santé de la CFDT, de la CGT, de Solidaires (les SUD), de FO et de l'UNSA.

À l'ouverture de la concertation, le premier ministre a indiqué que le gouvernement refuserait de *« se lancer dans une course effrénée à la construction de nouveaux bâtiments »* et qu'il voulait en profiter pour flexibiliser la durée du travail : *« il faut lever les contraintes de toutes natures, le temps de travail doit être regardé de la même façon »* et *« accélérer la coopération entre le public et le privé »*. (Edouard Philippe, 25 mai 2020). Il en a résulté une augmentation limitée des salaires : 90 euros net en septembre 2020, 90 euros en mars 2021, un gain depuis rogné par l'inflation. En outre, l'État a pris en charge l'augmentation des salaires dans les cliniques privées (1,2 milliards d'euros !).



LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT DES AIDES-SOIGNANTS ET DES INFIRMIERS AUGMENTENT DEPUIS 2015, DARES, 9 SEPTEMBRE

Ainsi, même si APH, JM, la CGT, Solidaires et FO n'ont pas signé en juillet, tous les appareils syndicaux ont aidé le gouvernement à sortir de l'ornière en 2020. La direction de la CGT réclamait même d'être associée au « Comité de suivi » du gouvernement. Il faut dire qu'elle participe déjà, comme la CFDT, FO, SUD, l'UNSA... à plus d'un organe de cogestion :

- les conseils de surveillance des hôpitaux,
- le Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière instauré par le gouvernement Mitterrand-Fabius-Dufoix en 1986,
- la Conférence nationale de santé mise en place en 1996 par le gouvernement Chirac-Juppé-Barrot.

Ensuite, la plupart des appareils fédéraux ont complété avec des « journées d'action » qui servaient de soupape de sureté, à empêcher la grève générale : les 21 janvier, 4 février, 15 mars, 15 juin, 13 juillet, 14 septembre 2021... avec l'appui du PCF, de LFI, de LO, du NPA, etc. En 2022, la fédération santé et action sociale de la CGT a déposé plus de 30 préavis de grève, le plus souvent par catégorie : un jour les sages-femmes, un autre les infirmier-ères, un autre les psychologues, un autre les manipulateurs radios, etc.

Le gouvernement Macron-Borne-Braun veut refaire le coup de la concertation

Le 17 mars, Véran promet que Macron, s'il est réélu, organisera une « grande conférence sur le système de santé ». Pendant l'été, le nouveau ministre de la santé, François Braun (un ancien médecin urgentiste) préconisait « le bon usage des urgences » où les entrées pourront être évaluées par du personnel paramédical et se substituer une téléconsultation avec un médecin libéral. Pour résoudre l'équation « trop de besoins pas assez de soignants », François Braun propose de trier les patients et de les mettre en danger au lieu d'ouvrir des postes, des lits et d'augmenter les salaires des personnels de la santé dans un contexte d'inflation accrue.

Fin juillet, il précise les contours de la « conférence des parties prenantes de la santé » qui s'inscrit dans le cadre du « conseil national de la refondation » (CNR) annoncé par Macron.

> *Outre l'État, qui assurera son rôle dans cette concertation, trois autres catégories d'acteurs seront systématiquement associées aux travaux : les soignants, les élus et les soignés... Le tout en coordination avec le conseil national de la refondation annoncé par le chef de l'État, qui débutera également en septembre et sera le chapeau dans lequel la conférence des parties prenantes va s'intégrer, a précisé le ministre de la santé.* (*Le Quotidien du médecin*, 27 juillet 2022)

Elle débutera en septembre et s'achèvera en décembre, pour donner lieu à des décisions en début d'année prochaine. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2022 sera bouclé avant. Le ministre commence ses concertations en garantissant leurs prérogatives aux petits bourgeois.

> *L'occasion également de continuer son idylle avec les médecins libéraux, avec lesquels les relations sont au beau fixe. Le ministre a ainsi promis à la Confédération des syndicats médicaux français d'organiser des discussions sur les soins non-programmés et l'emploi d'assistants médicaux et a rappelé son attachement à la liberté d'installation.* (*Journal international de médecine*, 26 aout 2022)

À cette date, aucune fédération syndicale n'a annoncé qu'elle boycotterait cette farce. En tout cas, elles s'emploient à disperser les mouvements, comme si les différents services et les établissements publics ne se heurtaient pas aux mêmes difficultés et au même ennemi. Elles tiennent à s'adresser aux députés EELV, Renaissance, MoDem, Horizons, LR et RN.

> *Assurer une veille des difficultés rencontrées par les usager.e.s sur le territoire, soutenir les luttes engagées par les salarié.e.s du secteur sanitaire, social et médico-social, interpeler les élu.e.s du territoire et notamment les parlementaires qui seront amenés à s'exprimer dans le cadre des débats sur le PLFSS et PLF 2023b... organiser des débats publics avec l'ensemble de la population et des acteurs.* (Fédération CGT santé et action sociale, *Charte de constitution des comités de défense*, 20 juin 2022)

Pour une conférence nationale des travailleuses et travailleurs de la santé

La classe ouvrière est confrontée à une politique nationale de destruction des acquis sociaux, organisée méthodiquement par l'État au service des capitalistes, incluant les patrons et les actionnaires des cliniques privées.

Or, la résistance des travailleuses et des travailleurs de la santé publique a été saucissonnée région par région, établissement par établissement, catégorie par catégorie ; elle a été dissipée dans les « journées d'action » par les appareils syndicaux et des coordinations corporatistes. Ces exutoires camouflent mal la collaboration avec le gouvernement.

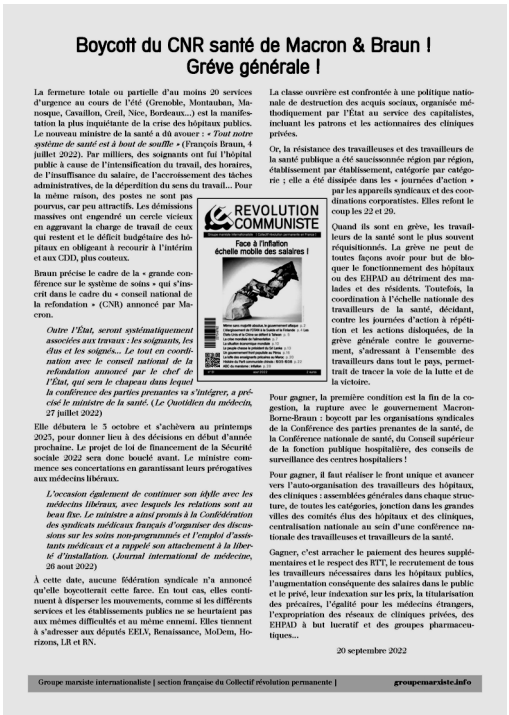
Pour gagner, la première condition est la fin de la cogestion, la rupture avec le gouvernement Macron-Borne-Braun : boycott par les organisations syndicales de la Conférence des parties prenantes de la santé, de la Conférence nationale de santé, du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, des conseils de surveillance des centres hospitaliers !

Pour gagner, il faut réaliser le front unique et avancer vers l'auto-organisation des travailleurs des hôpitaux, des cliniques : assemblées générales dans chaque structure, de toutes les catégories, jonction dans les grandes villes des comités élus des hôpitaux et des cliniques, centralisation nationale au sein d'une conférence nationale des travailleuses et travailleurs de la santé.

Gagner, c'est arracher le paiement des heures supplémentaires et le respect des RTT, le recrutement de tous les travailleurs nécessaires dans les hôpitaux publics, l'augmentation conséquente des salaires dans le public et le privé, leur indexation sur les prix, la titularisation des précaires, l'égalité pour les médecins étrangers, l'expropriation des réseaux de cliniques privées, des EHPAD à but lucratif et des groupes pharmaceutiques...

Quand ils sont en grève, les travailleurs de la santé sont le plus souvent réquisitionnés. La grève ne peut de toutes façons avoir pour but de bloquer le fonctionnement des hôpitaux ou des EHPAD au détriment des malades et des résidents. Toutefois, une coordination nationale des travailleurs de la santé, décidant, contre les journées d'action à répétition et les actions disloquées, de la grève générale contre le gouvernement, et s'adressant à l'ensemble des travailleurs dans tout le pays, aurait un impact politique considérable.

4 septembre 2022



Boycott du CNR santé de Macron & Braun !
Grève générale !

La fermeture totale ou partielle d'au moins 20 services d'urgence au cours de l'été (Grenoble, Montauban, Manosque, Cavaillon, Cecil, Nice, Bordeaux...) est la manifestation la plus inquiétante de la crise des hôpitaux publics. Le nouveau ministre de la santé a dû avouer : « *Tout notre système de santé est à bout de souffle* » (François Braun, 4 juillet 2022). Par milliers, des soignants ont fui l'hôpital public à cause de l'intensification du travail, des horaires, de l'insuffisance du salaire, de l'accroissement des tâches administratives, de la dépendition du sens du travail... Pour la même raison, des postes ne sont pas pourvus, car peu attractifs. Les démissions massives ont engendré un cercle vicieux en aggravant la charge de travail de ceux qui restent et le déficit budgétaire des hôpitaux en obligeant à recourir à l'intérim et aux CDD, plus couteux.

Braun précise le cadre de la « grande conférence sur le système de soins » qui s'inscrit dans le cadre du « conseil national de la refondation » (CNR) annoncé par Macron.

> *Outre l'État, seront systématiquement associées aux travaux : les soignants, les élus et les soignés... Le tout en coordination avec le conseil national de la refondation annoncé par le chef de l'État, qui sera le chapeau dans lequel la conférence des parties prenantes va s'intégrer, a précisé le ministre de la santé.* (*Le Quotidien du médecin*, 27 juillet 2022)

Elle débutera le 5 octobre et s'achèvera au printemps 2023, pour donner lieu à des décisions en début d'année prochaine. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2022 sera donc bouclé avant. Le ministre commence ses concertations en garantissant leurs prérogatives aux médecins libéraux.

> *L'occasion également de continuer son idylle avec les médecins libéraux, avec lesquels les relations sont au beau fixe. Le ministre a ainsi promis à la Confédération des syndicats médicaux français d'organiser des discussions sur les soins non-programmés et l'emploi d'assistants médicaux et a rappelé son attachement à la liberté d'installation.* (*Journal international de médecine*, 26 aout 2022)

À cette date, aucune fédération syndicale n'a annoncé qu'elle boycotterait cette farce. En tout cas, elles continuent à disperser les mouvements, comme si les différents services et les établissements publics ne se heurtaient pas aux mêmes difficultés et au même ennemi. Elles tiennent à s'adresser aux députés EELV, Renaissance, MoDem, Horizons, LR et RN.

La classe ouvrière est confrontée à une politique nationale de destruction des acquis sociaux, organisée méthodiquement par l'État au service des capitalistes, incluant les patrons et les actionnaires des cliniques privées.

Or, la résistance des travailleuses et des travailleurs de la santé publique a été saucissonnée région par région, établissement par établissement, catégorie par catégorie ; elle a été dissipée dans les « journées d'action » par les appareils syndicaux et des coordinations corporatistes. Elles refont le coup les 22 et 29.

Quand ils sont en grève, les travailleurs de la santé sont le plus souvent réquisitionnés. La grève ne peut de toutes façons avoir pour but de bloquer le fonctionnement des hôpitaux ou des EHPAD au détriment des malades et des résidents. Toutefois, la coordination à l'échelle nationale des travailleurs de la santé, décidant, contre les journées d'action à répétition et les actions disloquées, de la grève générale contre le gouvernement, s'adressant à l'ensemble des travailleurs dans tout le pays, permettrait de tracer la voie de la lutte et de la victoire.

Pour gagner, la première condition est la fin de la cogestion, la rupture avec le gouvernement Macron-Borne-Braun : boycott par les organisations syndicales de la Conférence des parties prenantes de la santé, de la Conférence nationale de santé, du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, des conseils de surveillance des centres hospitaliers !

Pour gagner, il faut réaliser le front unique et avancer vers l'auto-organisation des travailleurs des hôpitaux, des cliniques : assemblées générales dans chaque structure, de toutes les catégories, jonction dans les grandes villes des comités élus des hôpitaux et des cliniques, centralisation nationale au sein d'une conférence nationale des travailleuses et travailleurs de la santé.

Gagner, c'est arracher le paiement des heures supplémentaires et le respect des RTT, le recrutement de tous les travailleurs nécessaires dans les hôpitaux publics, l'augmentation conséquente des salaires dans le public et le privé, leur indexation sur les prix, la titularisation des précaires, l'égalité pour les médecins étrangers, l'expropriation des réseaux de cliniques privées, des EHPAD à but lucratif et des groupes pharmaceutiques...

20 septembre 2022

Groupe marxiste internationaliste | section française du Collectif révolution permanente | groupemarxiste.info

Lettre ouverte des communistes révolutionnaires aux militants du groupe Révolution permanente

Collectif révolution permanente

Plateforme

Camarades

Le 10 juin dernier, vous avez lancé un appel pour la création d'une nouvelle organisation révolutionnaire. Vous avez tenu dans ce but fin aout une université à laquelle nous avons participé, à la mesure de nos forces.

Socialisme ou barbarie

Vous écrivez *« nous ne sommes qu'au début d'une escalade qui risque de rappeler les pires moments du XX^e^ siècle.* » Nous constatons tout comme vous que la période de l'impérialisme, que Lénine qualifiait de réaction sur toute la ligne, mène le monde à de nouvelles catastrophes, comme le montrent l'appauvrissement des travailleurs par l'inflation, le saccage de la planète et le réchauffement climatique, la régression des droits démocratiques, la promotion de l'obscurantisme religieux, la montée des organisations fascisantes et même fascistes, l'aggravation des tensions inter-impérialistes. Partout, les puissances impérialistes s'arment à grande échelle. Rosa Luxemburg posait déjà en 1916, au coeur de l'affrontement inter impérialistes de la première guerre mondiale, les termes de l'alternative pour l'humanité : socialisme ou barbarie.

Pour éviter la barbarie, la classe ouvrière doit se porter à la tête de tous les mouvements d'opprimés, s'armer, prendre le pouvoir, détruire les États bourgeois, renverser la domination du capital pour jeter les bases d'une société socialiste mondiale.

Le problème central est celui de la direction du mouvement ouvrier

Un trait de l'époque impérialiste est que la bourgeoisie a corrompu les appareils de la plupart des organisations ouvrières de masse. Ils sont devenus ses agents chez les travailleurs. Pas seulement par les postes dont jouissent PCF, PS et LFI au sein de l'appareil politique de l'État bourgeois mais aussi par le financement des organisations syndicales, par leur intégration à des institutions de collaboration de classes (Conseil économique, social et environnemental, Conseil d'orientation des retraites, Conseil commun de la fonction publique, Conférence nationale de santé, Comité de suivi de la négociation salariale de branches...) ou de cogestion (conseils d'administration ou de surveillance des groupes capitalistes, Conseil supérieur de l'éducation, Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, organismes de gestion des hôpitaux et des universités, Comité de pilotage des régimes de retraite...). Toutes choses que le NPA, LO, POID et compagnie camouflent.

Ce n'est pas la combattivité des masses qui a manqué depuis un siècle, encore tout récemment au Sri Lanka ou actuellement en Grande-Bretagne. Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire pour s'opposer à la trahison des luttes par les bureaucraties syndicales, aux efforts acharnés des partis réformistes pour canaliser les masses dans le respect de l'État bourgeois, aux dévoiements des révolutionnaires de façade qui parlent de révolution le dimanche mais couvrent les manoeuvres des partis ouvriers bourgeois et des chefs syndicaux tous les jours de la semaine, alors qu'il faut les démasquer et les remplacer.

Pour l'autodéfense, pour le pouvoir des travailleurs

Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire qui combatte ouvertement pour l'auto-organisation de la classe ouvrière et des masses populaires dans les comités de grève, les comités de quartier, les conseils ouvriers, pour l'autodéfense de ses manifestations contre la police, les bandes fascistes et les provocateurs, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour l'insurrection, pour le pouvoir des conseils ouvriers. Cela s'oppose aux combinaisons de front populaire, de bloc avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie type NUPES et aux perspectives d'améliorer l'État bourgeois type « 6^e^ république » et assemblée constituante mises en travers du mouvement des masses pour maintenir à flot l'État bourgeois.

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....

Toute la situation appelle la grève générale

Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire qui jette toutes ses forces pour construire les comités d'action pour préparer la grève générale, avec les assemblées générales, les comités de grève élus, la coordination nationale des comités de grève jusqu'à satisfaction des revendications, dans la santé comme dans l'enseignement, les transports, le bâtiment, l'industrie... à commencer par les salaires, c'est à dire immédiatement l'échelle mobile des salaires.

Parce qu'il n'y a guère d'autre moyen pour l'obtenir que la grève générale ! La grève générale n'est pas une grève, c'est la grève, disait Trotsky. Elle pose le problème de quelle classe gouverne le pays, porte en elle le mouvement pour le gouvernement des travailleurs. Et c'est précisément pour cela que les bureaucrates syndicaux n'en veulent pas, qu'ils préfèrent organiser les grèves disloquées et les journées d'action tout en acceptant de négocier les plans du gouvernement, que les réformistes n'en veulent pas, que les révolutionnaires en peau de lapin comme la direction de LO et celle du NPA n'en veulent pas et préfèrent soutenir les « journées d'action » en prétendant toujours que c'est le début de la mobilisation qui doit s'élargir alors que c'est le début de la trahison.

Aucune négociation des plans du gouvernement et du patronat ! Il faut imposer aux dirigeants syndicaux d'en finir avec la « cogestion » avec le capital, de rompre le « dialogue social » qui est la béquille du gouvernement ! Assez des grèves et des mouvements disloqués, des journées d'action à répétition !

La situation mondiale est incompréhensible si on ne saisit pas que les puissances impérialistes se partagent le monde

Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire internationaliste, pour la révolution mondiale, pour la construction d'une internationale révolutionnaire, qui appelle un chat un chat : la Chine et la Russie sont devenues aujourd'hui des puissances impérialistes qui combattent pour le repartage du monde contre l'impérialisme dominant états-unien et contre les autres impérialismes. Une organisation qui se range inconditionnellement du côté du droit à l'Ukraine à se défendre contre l'agression impérialiste russe, y compris en se procurant des armes fournies par d'autres impérialismes, mais sans apporter aucun soutien ni au gouvernement bourgeois de Zelensky, ni à l'OTAN.

L'hégémonie du prolétariat s'oppose à tout front populaire

Ce qui manque, c'est une organisation qui s'inspire des enseignements de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky, dans leur lutte intransigeante contre toutes les formes d'alliance et de collaboration avec la bourgeoisie, pour imposer le front unique ouvrier, pour l'indépendance de classe, pour le gouvernement ouvrier.

Combien de trahisons en effet ont détourné le cours de la révolution ! Au Chili, en 1973, le gouvernement de front populaire dirigé par Allende, c'est-à-dire d'alliance entre les partis ouvriers (PCC, PS) et des partis bourgeois, est allé jusqu'à nommer Pinochet général en chef des forces armées pour tenter de s'attirer les bonnes grâces des militaires ! En Tunisie, après le soulèvement de 2011, les partis bourgeois et les organisations ouvrières (UGTT, PT...) ont mis ensemble en place le paravent de l'Assemblée constituante protégeant l'État bourgeois et noyant l'énergie révolutionnaire des masses dans les palabres du parlementarisme, jusqu'à permettre l'arrivée aujourd'hui d'un nouveau dictateur. Au Chili, à nouveau, alors que la classe ouvrière, les étudiants, se mobilisaient en masse en 2019 contre l'État bourgeois, c'est encore le leurre de l'Assemblée constituante qui a été mis en avant par les partis réformistes et leurs auxiliaires pour briser l'élan révolutionnaire, avec le résultat que l'on voit aujourd'hui ! Etc., etc.

Le but, construire un parti de type bolchevik

La classe ouvrière n'a nul besoin d'un NPA supplémentaire pour servir de couverture gauche aux manoeuvres des agents de la bourgeoisie. Pour en finir avec les trahisons et assurer la victoire, il faut construire une organisation du type du Parti bolchevik, prolétarienne, révolutionnaire et démocratique. Une telle organisation ne peut se développer que dans le cadre d'une internationale communiste révolutionnaire opposée aux bureaucraties sociales-impérialistes.

Voilà pourquoi les communistes révolutionnaires se joindront aux assemblées préparatoires de cette nouvelle organisation.

Avec notre salut fraternel,

9 octobre 2022, Groupe marxiste internationaliste
(section française du Collectif révolution permanente)

À bas la dictature islamiste d'Iran !

Le 13 septembre, Mahsa Jina Amini, une jeune femme qui visitait Téhéran avec sa famille, est arrêtée dans la rue par la police des moeurs parce qu'une mèche de cheveux dépasse de son voile. « *Les filles qui étaient dans le van de la police avec Mahsa m'ont appelé pour me dire qu'elle a été malmenée physiquement par les policiers* » a indiqué son père. Quelques heures plus tard, elle est transférée dans le coma du commissariat où elle était détenue à l'hôpital, où elle meurt trois jours plus tard. Elle avait 22 ans.

Les manifestations éclatent immédiatement, d'abord dans sa région d'origine, le Kurdistan iranien, puis s'étendent dans plus de 40 villes dans tout le pays, mêlant de très nombreuses femmes, des jeunes, des vieux, des ouvriers et des étudiants, aux cris de *Mort au dictateur ! À bas la république islamique ! Femme, vie, liberté ! Ni le Shah ni le Cheikh !*

La répression est féroce. On compte déjà au moins 31 morts, des centaines de blessés et des centaines d'arrestations.

En 1978, la révolution embrase l'Iran. La grève générale paralyse l'économie. Les mouvements de guérilla attaquent les forces de répression. Une partie de l'armée se révolte et donne des armes à la population. Des conseils ouvriers commencent à se former. Le Chah fuit, son armée et sa police se décomposent.

En 1979, les gouvernements que la bourgeoisie tente de mettre en place sont trop faibles pour faire refluer les masses.

Mais la fraction la plus arriérée de la bourgeoisie iranienne et les propriétaires fonciers misent sur l'ayatollah Khomeini et les mollahs musulmans, qui avaient été en opposition aux mesures de modernisation appliquées par le Chah.

D'une part, le clergé chiite est capable de mobiliser les déclassés des villes et une partie des étudiants enfants de bourgeois. D'autre part, Khomeini est présenté comme un progressiste antiimpérialistes par la guérilla petite-bourgeoise cléricale (Moudjahidines-OMPI) mais aussi par la totalité du mouvement ouvrier : le parti « communiste » officiel (Tudeh), les guérillas maocastristes (Fedayins-OGFPI et Peykar), les sectes staliniomaoïstes et même le groupe « trotskyste » (HKS). Cela empêche le prolétariat de prendre la tête de la révolution.

Le clergé, s'appuyant sur ce qui reste de l'appareil répressif du Chah et sur les bandes cléricales-fascistes, mène en 1979 une violente contrerévolution. Il réprime le mouvement des femmes, des minorités nationales, interdit les grèves, réprime toute opposition, liquide en 1980 les révolutionnaires par milliers en profitant de la guerre contre l'Irak.

Cette dictature est toujours en place, plus de quarante ans plus tard, malgré les nombreuses révoltes, toutes réprimées dans le sang. Le haut clergé s'est intégré au capitalisme par le biais de « fondations » échappant à l'impôt. Le régime est venu en aide en Syrie à la dictature sanglante d'Assad qu'il a réussi à sauver. Les sanctions dictées par l'État américain touchent surtout la population laborieuse.

En Iran, le taux officiel de pauvreté est de 46 % de la population et l'inflation est de l'ordre de 60 %. La colère gronde. Pour tenter d'empêcher tout mouvement, le président Raïssi avait prévenu dès juillet dernier qu'il fallait « *prendre des mesures préventives pour empêcher les ennemis de l'Iran et de l'islam de nuire aux valeurs et aux fondations religieuses de la société* », donc de renforcer la répression par les sbires du régime.

Les femmes de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie sont particulièrement visées par la police des moeurs. Les forces de répression emprisonnent et fusillent plus au Kurdistan.

Aujourd'hui, les femmes travailleuses, la classe ouvrière, les étudiants, la jeunesse se dressent à nouveau contre la dictature.

Solidarité internationaliste des organisations ouvrières et féminines de tous les pays avec la lutte des masses iraniennes !

Liberté des femmes de porter ou non le voile et de s'habiller comme elles le veulent !

Droit à l'autodétermination des Kurdes et des autres minorités nationales !

Pour la laïcité, pour toutes les libertés démocratiques, pour la libération des prisonniers politiques !

Levée de toutes les sanctions américaines et fin des assassinats sionistes !

Indexation immédiate des salaires sur le coût de la vie !

À bas la dictature islamiste ! Grève générale ! Autodéfense des manifestations !

Gouvernement ouvrier et paysan !

21 septembre 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

Face à ses revers en Ukraine, la fuite en avant de l'impérialisme russe

L'armée russe recule sur tous les fronts

La guerre d'agression de l'impérialisme russe déclenchée contre l'Ukraine le 24 février devait être une guerre éclair. La destruction de l'État ukrainien était au programme de cette invasion. Mais, au bout de sept mois de combats intenses, il n'en est rien. Certes, la Russie a conquis par les armes dans le sud et l'est près de 20 % du territoire de l'Ukraine, soit 100 000 km^2, mais l'armée russe subit depuis septembre de sérieux revers sur le terrain, prenant même l'allure d'une débâcle dans la région autour de Kharkiv. La prise de la ville de Lyman par les forces armées ukrainiennes est un tournant majeur dans la guerre et une défaite importante des troupes de la Fédération russe. Selon différentes sources et sans parler des quantités de matériels détruits, entre 40 000 et 80 000 soldats russes sur le corps expéditionnaire initial de 170 000 hommes seraient hors de combats (morts, blessés, prisonniers, déserteurs).

Ce succès doit beaucoup à la détermination de nombreux Ukrainiens de toutes couches sociales qui se sont engagés dans l'armée pour défendre leur pays. Face à eux, une armée de métier en position d'agresseur, épaulée par des mercenaires du groupe Wagner, les uns et les autres motivés principalement par l'argent, d'autant plus que face au manque de volontaires, le Kremlin a fortement augmenté la solde.

Par contre, les succès de la contre-offensive ukrainienne sont également dus au soutien militaire massif des impérialismes occidentaux, en premier lieu des États-Unis, et de leurs alliés. L'armée ukrainienne, que les États-Unis et le Royaume Uni entrainent depuis 2014, reçoit sans arrêt des armes de haute technologie, les milliards de dollars d'aide se succèdent. De plus, les satellites, les vols de surveillance de l'OTAN, les agences de renseignement et officines d'espionnage occidentales lui fournissent de précieux renseignements sur les positions ennemies.

Le prolétariat russe peut arrêter la fuite en avant de Poutine dans la guerre

En catastrophe, fin septembre, Poutine organise des referendums pour rattacher à la Russie les oblasts (districts) de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia, les fusils accompagnant les urnes. Sans surprise, le résultat est un plébiscite avec des scores staliniens pour l'annexion.

Pour tenter d'éviter une défaite qui se dessine jour après jour, Poutine décrète une mobilisation partielle. Au moins 300 000 jeunes et moins jeunes sont appelés à rejoindre l'armée. Dans certaines régions de la Fédération de Russie, cela ressemble beaucoup plus à une mobilisation générale, notamment dans les régions de l'est où résident les peuples colonisés en leur temps par l'empire tsariste (bouriates, kirghizes, daghestanais...). Cette décision de Poutine, qui entérine à sa façon son échec sur le front ukrainien, est une attaque frontale contre le prolétariat russe. Malgré la répression policière omniprésente et les condamnations immédiates, des manifestations encore limitées mais significatives ont lieu dans les grands centres urbains. Les comités de mères de soldats s'activent à nouveau, des élus municipaux ont même demandé la démission de Poutine, tandis que des centres de recrutement sont incendiés, etc. En Bouriatie et au Daghestan, la population affronte directement les autorités en affirmant son refus d'envoyer ses enfants combattre en Ukraine. La fuite de près de 300 000 jeunes russes pour éviter d'être envoyés sur le au front est aussi un symptôme de ce qui se joue actuellement en Russie.

Les territoires annexés appartenant désormais à la Russie grâce au tour de passepasse des référendums, Poutine menace à nouveau d'utiliser tous les moyens militaires, y compris l'arme nucléaire, pour se défendre. Si cette initiative était prise, elle ferait vraisemblablement basculer la guerre dans une nouvelle dimension aux conséquences incalculables. Un des plus va-t-en-guerre, le dictateur tchétchène Kadyrov, presse Poutine d'employer des armes nucléaires de faible puissance pour se dégager militairement. De l'autre côté, la Chine et l'Inde, découvrant les faiblesses militaires de leur allié et peu enclins à accompagner la Russie dans un aventurisme très incertain, la soutiennent de plus en plus mollement et manifestent leur souhait de voir la guerre s'arrêter. Mais seul le prolétariat russe, s'il parvient à s'organiser, tient entre ses mains une issue positive en se dressant contre Poutine pour le renverser.

Les communistes internationalistes en défense de l'Ukraine

L'Ukraine étant un enjeu entre les différents impérialismes, les impérialistes occidentaux, États-Unis en tête, cherchent dans la défaite de l'impérialisme russe l'occasion de renforcer leurs positions, tout comme la victoire de l'impérialisme russe renforcerait sa position au détriment des autres impérialismes. Mais contrairement à ce qu'a prétendu Poutine dans son discours sur la place Rouge le 30 septembre pour sceller l'annexion des districts de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia pris à l'Ukraine, l'impérialisme russe

n'a pas déclenché cette guerre en Ukraine en réponse à une guerre menée par les impérialismes occidentaux contre la Russie, mais pour annexer purement et simplement l'Ukraine en niant son droit à l'existence. Malgré le soutien massif indéniable des impérialismes occidentaux à l'Ukraine, la guerre reste encore celle d'un impérialisme, le russe, contre un pays dominé, l'Ukraine, et n'a pas -ou pas encore- basculé dans un affrontement inter impérialiste direct. De ce fait, les communistes internationalistes défendent inconditionnellement l'Ukraine contre l'agression impérialiste russe, sans apporter un quelconque soutien au régime bourgeois réactionnaire et corrompu de Zelensky.

Le gouvernement Zelensky n'est pas du côté du prolétariat ukrainien

Depuis les lois de « décommunisation » de 2015, les partis et organisations « communistes » essentiellement implantées parmi les populations russophones de l'est du pays ont été mises hors la loi, dont le Parti communiste d'Ukraine qui avait obtenu 13 % des voix en 2012. Après avoir dès le début de la guerre placé tous les médias sous le contrôle de l'État, Zelensky a interdit les grèves, suspendu une douzaine d'autres partis politiques d'opposition, dont ceux se réclamant de la « gauche » ou du « socialisme ». L'un d'entre eux, la Plateforme d'opposition pour la vie, était arrivée en deuxième position lors des récentes élections.

Le parti de Zelensky Serviteur du peuple (sic) et ses alliés ont voté une loi concoctée par un cabinet-conseil britannique qui annule les dispositions protectrices des salariés dans les PME et y autorise les contrats « 0 heure ». Ce retour au 19e siècle concerne plus de 90 % des salariés. L'étape suivante est la menace de confisquer les propriétés des syndicats, comme leurs centres de soins ou de loisirs. Les bureaucraties syndicales ukrainiennes ont accepté sans broncher les atteintes à la liberté politique et syndicale, puis elles ont mollement protesté face à la destruction du code du travail et à la menace contre leurs propriétés.

Loin d'avoir extirpé le fascisme ukrainien comme le prétendait Poutine (qui alimente et tolère le fascisme russe, tant dans la fédération de Russie que dans les zones récemment annexées du Donbass, sans parler des mercenaires de Wagner), l'invasion russe a exaspéré le chauvinisme ukrainien. La passivité du mouvement ouvrier officiel laisse le champ libre au nationalisme le plus réactionnaire. De plus en plus de combattants ukrainiens arborent le drapeau rouge et noir (représentant le sang et la terre) de l'OUN-B/UPA, l'organisation fasciste qui pendant la 2e guerre mondiale combattit l'Armée rouge, collabora avec l'impérialisme allemand pour exterminer les Juifs et massacra elle-même 80 000 civils polonais en Volhynie (au nord-est de l'Ukraine). Zelensky et son gouvernement louent sans cesse les « héros de Marioupol », le régiment Azov fondé par des néonazis et soudé par l'ultranationalisme et l'anticommunisme, qui a terrorisé de nombreux habitants russophones de cette ville.

Dans les territoires occupés, l'État colonisateur impose la seule langue russe. Dans ce qui reste de l'Ukraine, l'État bourgeois mène une campagne de « dérussification » visant à imposer la seule langue ukrainienne et à supprimer tous les symboles de la culture russe ; par exemple des dizaines de statues du grand écrivain russe Alexandre Pouchkine ont été récemment déboulonnées.

Zelenski, qui a toujours considéré le peuple russe tout entier comme « complice » du régime de Poutine, avait proposé cet été d'interdire l'entrée en Europe aux citoyens russes, et plusieurs États de l'Union européenne (Finlande, Pologne, Lituanie, Estonie, Lettonie...) avaient pris de sévères mesures de restriction de l'entrée de Russes sur leur territoire. Maintenant, des milliers d'hommes fuyant la conscription se voient bloqués à ces frontières, notamment celle de la Finlande. Ceci montre que la russophobie, qui a toujours contribué à souder idéologiquement la population russe au régime, représente maintenant une entrave majeure à la lutte contre l'occupation et contre le despote.

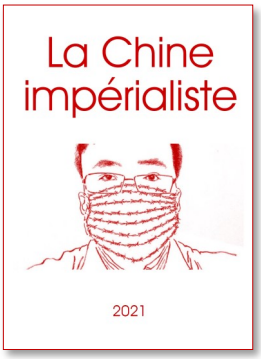
Depuis 2014, ceux qui se sentaient ukrainiens ou tatars ont majoritairement fui les deux républiques pro-russes du Donbass et de Crimée, tandis que ceux qui se sentaient russes s'y sont parfois réfugiés. L'invasion du 22 février 2022 a évidemment précipité l'épuration ethnique de part et d'autre, sans qu'il soit possible de le mesurer aujourd'hui.

Les divisions ethniques et linguistiques des populations de ces territoires pourraient facilement se résoudre par la démocratie des conseils de travailleurs, sur la base de l'égalité des langues, du principe d'autodétermination des peuples. Mais ici, il n'y a pas de réelle démocratie, seulement deux armées bourgeoises imposant chacune un État, une identité nationale et une langue. Il y a la négation de la part de l'État impérialiste russe du droit à l'existence d'un État ukrainien.

Les ouvriers, employés, paysans et retraités ukrainiens n'ont rien à attendre des différentes fractions de la bourgeoisie de leur pays, qui ne visent qu'à les asservir à l'un ou l'autre impérialisme et accroitre leur misère. Pour libérer leur pays de l'occupation, ils doivent également se libérer de leurs exploiteurs et prendre eux-mêmes en main la direction des affaires civiles et militaires.

1 octobre 2022

La Chine impérialiste persécute les Ouïgours



Les Ouïgours, peuple de langue parente du turc et principalement musulman, dont la grande majorité (9 millions) est établie à l'extrême ouest de la Chine, sont historiquement originaires du Turkestan (pays des Türks).

La Chine capitaliste colonise le Xinjiang

La proportion de Hans passe de 6,7 % en 1949 à 39 % en 2010 dans la « région autonome » du Xinjiang. Entretemps, l'État change de nature quand la majorité de la bureaucratie restaure en 1992 le capitalisme sous la houlette de Deng Xiaoping.

Dans les années 2000, l'État bourgeois refoule la langue ouïgoure de l'enseignement pour privilégier le chinois standard (Giulia Cabras, « Entre résistance et adaptation, la place de la langue ouïgoure », *Perspectives chinoises* n° 2, 2017). Le désengagement progressif de l'État dans l'attribution de bourses aux minorités ethniques, la libéralisation de l'éducation et son renchérissement, ont conduit à un recul de la qualification des catégories les plus pauvres.

> *Avec la libéralisation de l'économie chinoise, une certaine aisance financière est de plus en plus nécessaire à la poursuite des études. Alors que les familles han, plus riches, peuvent faire suivre à leurs enfants des études plus longues et dans de meilleurs établissements, les enfants des minorités nationales désertent en masse le système scolaire entre le collège et le lycée.* (Rémi Castets, « Entre colonisation et développement du Grand Ouest », *Outre-Terre* n° 3, 2006)

Tableau 3 ▶ Part des minorités nationales dans les effectifs totaux scolarisés au Xinjiang en 2000

Primaire	68,0 %
Collège	65,0 %
Lycée	45,9 %
Université	43,2 %

Source : *2002 Xinjiang tongji nianjian*, op. cit., pp. 612-613.

En 1990, les Ouïgours représentaient 54 % de la population, mais 76 % des travailleurs agricoles contre 30 % des directeurs et administrateurs. L'inégalité est aussi mesurée par une mortalité infantile 3,6 fois supérieure chez les Ouïgours à celle des Hans, une espérance de vie inférieure de 2,5 années. (Rémi Castets, « Le mal-être des Ouïgours du Xinjiang », *Perspectives chinoises* n° 4, 2003).

Ces disparités économiques et ces inégalités suscitent un mouvement national qui reste sous le contrôle de la petite bourgeoisie nationaliste et islamiste.

En février 1997, durant trois semaines, des manifestations et des émeutes ont lieu à Guldja (Yining en chinois) après l'arrestation pendant le Ramadan de deux étudiants ouïgours par la police chinoise, accusés « d'activités religieuses illégales ». Le bilan est de plusieurs centaines de morts et plusieurs milliers de disparus.
Les attentats du 11 septembre 2001 sont l'occasion pour les autorités chinoises, sous couvert de lutte contre le djihadisme et le terrorisme musulman, de s'attaquer à la culture ouïgoure et à la population du Xinjiang.

En mars 2008, peu avant les Jeux olympiques de Pékin, une manifestation d'indépendantistes à Hetian-est réprimée avec emprisonnement de 600 d'entre eux. Là encore, le gouverneur de la province du Xinjiang annonce avoir déjoué un attentat islamiste.

En juillet 2009, des émeutes ouïgoures se produisent à l'annonce du décès de deux ouvriers d'une usine de jouets à Shaoguan (province côtière du Guangdong). Selon les sources officielles, elles causent 1 680 blessés et 197 morts.

2016 : l'oppression du pouvoir s'intensifie

La condition des Ouïgours se détériore alors que l'ouest se développe et que les relations économiques avec le reste du monde vont bon train.

Avec la nomination, en 2016, du nouveau gouverneur du Xinjiang, Chen Quanguo, réputé pour sa brutalité au Tibet entre 2011 et 2016, le pouvoir central intensifie la répression avec la mise en place de camps d'internement. Chen restera en poste jusqu'à fin 2021.

Le Nouvel An lunaire, ainsi que d'autres fêtes chinoises comme la fête du Printemps chinois (Chunjie) et la fête des Bateaux-dragons, ont remplacé les fêtes sacrées de tradition ouïgoure. L'Aïd el-Kebir (Qurban Heyt), l'Aïd el-Fitr (Roza Heyt) et la fête du Printemps ouïgoure (Norouz) sont interdites comme l'expression d'un *« extrémisme religieux »* (Amy Anderson et Darren Byler, « Manger de la hanité », *Perspectives chinoises* n° 3, 2019).

Dans un livre blanc publié par le gouvernement portant sur la politique ethnique dans la région, les autorités de l'État ont écrit que la « culture chinoise » devrait désormais être considérée comme le socle de toutes les autres

cultures ethniques (Bureau de l'information du conseil des affaires de l'État, 2018).

Ces dispositifs sont mis en oeuvre par une myriade de près d'un million de fonctionnaires et de policiers non musulmans, s'appuyant sur un système de surveillance biométrique et numérique, assisté par l'intelligence artificielle. L'État bourgeois met à profit ces technologies pour expérimenter des dispositifs de surveillance de masse : reconnaissance faciale, contrôles de téléphones portables, d'identité (Sylvie Lasserre*, Voyage au pays des Ouïgours,* EHESS, 2010). Ils investissent tous les lieux (1 400 à Urumqi). Chaque maison est notifiée d'un code QR (code à réponse rapide) donnant aux autorités toutes les informations relatives à la famille. Pékin va jusqu'à imposer aux habitants ouïgours de vivre avec un chinois han à leur domicile.

> *Le prélèvement ADN de chaque individu est utilisé pour être associé avec les données de reconnaissance faciale*. (Sylvie Lasserre, *Voyage au pays des Ouigours*, EHESS, 2010)

Des centres dits d'éducation et de formation, mais plutôt de rétention, vont servir à mater tous les individus soupçonnés de nourrir des pensées politiquement incorrectes par Pékin. Entre cinq cents et un millier de camps de rétention secrets vont être construits dans le Xinjiang, dont certaines organisations de défense des ouïgours estiment qu'ils enfermeraient jusqu'à trois millions de civils innocents.

Internés dans des conditions inhumaines (plusieurs dizaines de personnes dans 12 m^2), soumis à une discipline militaire, avec chants aux louanges de Xi Jinping et du Parti communiste chinois, les prisonniers doivent apprendre le mandarin, dont la maitrise correcte est la condition de leur libération, même pour les illettrés et les personnes âgées.

D'après l'association Human Rights Watch (*Éradiquer les virus idéologiques*, 2018), pratiquer l'islam, installer le réseau social WhatsApp ou un VPN (réseau privé virtuel) sur son téléphone portable suffit à être interné.

Dans certains camps, les autorités utilisent le travail forcé, et ont recours à des traitements de stérilisation des hommes et des femmes pour le contrôle des naissances, ainsi qu'à des dispositifs de torture (emploi de gants haute tension pour frapper les détenus, placement au fond d'un puits sans pouvoir bouger).

Des milliers d'enfants ouïgours arrachés à leurs parents internés sont placés dans des orphelinats, tandis que des colons hans occupent des terres de paysans enfermés.

Le quotidien *New York Times* publie, le 17 novembre 2019, quatre cents pages de documents officiels du PCC via un de ses membres exfiltré, impliquant le gouvernement chinois dans l'adoption d'une stratégie délibérée d'enfermement des minorités ethniques avant toute exécution d'un crime. Ils révèlent que les « centres de formation vocationnels » sont en réalité des centres pour « rééduquer », forger l'idéologie et le comportement.

Les enjeux économiques pour le capitalisme chinois

Si le séparatisme ou la lutte contre le radicalisme islamique sert de justification au pouvoir central chinois, il n'y a aucun doute sur l'objectif d'accaparer les richesses de la province occidentale (PIB équivalent à 202 milliards d'euros en 2020 contre 57 milliards en 2008). Une croissance de 7 % a été enregistrée en 2021, plaçant cette région au 13^{e} rang sur les 31 provinces chinoises pour son produit intérieur brut par habitant.

La bourgeoisie han a pu mettre en valeur cette région riche en hydrocarbures, dotée de richesse minérale et de terres agricoles vierges, en s'appuyant sur le programme des CCPX appelés aussi *Bingtuans* (« brigades militaires »). À tel point qu'elle contrôle un tiers des surfaces arables, et un quart de la production industrielle locale (Rémi Castets. « Le mal-être des Ouïgours du Xinjiang », *Perspectives chinoises* n° 4, 2003) à travers 1 500 groupes industriels, commerciaux ou de construction, soit 50 % des exportations provinciales.

Sur un espace couvrant 16 % du territoire chinois, la culture du coton représente 85 % du total national et 20 % au niveau mondial. Le sous-sol est aussi riche en minéraux (plomb, fer, zinc, cuivre, uranium, or) et en terres rares (béryllium, lithium). Ces dernières sont cruciales pour fabriquer du silicium polycristallin pour l'industrie des panneaux photovoltaïques (45 % de la production mondiale). C'est la 2^{e} région pétrolière du pays. Le Xinjiang assure également un tiers de la production de gaz naturel chinoise.

Peu importe si les villes du Xinjiang font partie des plus polluées au monde comme Hotan, Khashgar, Aksu (1^{e}, 2^{e}et 7^{e} ville aux plus fortes concentrations de particules fines en Chine en 2020).

Qui plus est, cette région se situe sur une des « routes de la soie », si stratégiques pour la sécurité et l'expansion de l'impérialisme chinois.

À l'instar des villes côtières chinoises, depuis 1992, Yining, Bole et Tacheng (frontalières du Kazakhstan), mais aussi Urumqi, ont acquis le statut de « ville frontalière ouverte » où des mesures fiscales avantageuses sont établies pour attirer les capitalistes nationaux et étrangers. Suivant la même logique, Pékin inaugure une zone franche à Khorgos en 2003, à la frontière avec le Kazakhstan. Sur 15 km^2, elle accueille plusieurs centaines de sociétés spécialisées dans les produits manufacturés et les nouvelles technologies avec toutes les infrastructures nécessaires : services bancaires, logistiques, hôtels, halls d'exposition pour les produits chinois (Sébastien Peyrouse, « La présence économique chinoise au Kazakhstan », *Perspectives chinoises* n° 3, 2008). En 2007, plus de trois millions de personnes et deux millions de tonnes de marchandises auraient transité par ce poste de Khorgos.

Aujourd'hui, on compte plus de 16 ports secs dotés de zones commerciales frontalières, de fonction d'entreposage, de services logistiques comme la zone franche de Jeiminay ouverte en 2006 sur plus de 100 hectares et destinée à rayonner vers le Kazakhstan et la Russie.

Les intérêts des multinationales occidentales

Le sort des Ouïgours sert d'argument et de pression aux Etats-Unis et à l'Union européenne contre la Chine, Biden parle même de « génocide » en aout 2020 alors que, selon le dernier recensement, la population ouïgoure au Xinjiang est passée de 8,34 millions de personnes en 2000 à 11,62 millions en 2020. Mais qui peut faire confiance en matière de défense de minorités nationales à des États qui discriminent et emprisonnent en masse (2,2 millions de personnes incarcérées aux Etats-Unis), qui restreignent l'entrée des réfugiés à leurs frontières, qui reconnaissent et aident Israël (né de la colonisation de la Palestine) ?

PHILIPPE REKACEWICZ

En plus, les multinationales occidentales opèrent sans vergogne au Xinjiang. La main d'oeuvre ouïgoure ou kazakhe est exploitée par les grands groupes mondiaux du textile (H&M, Nike, Adidas, Uniqlo, Zara), de l'industrie automobile et de construction (Volkswagen, Mercedes-Benz, BMW, Siemens, Alstom) ou des services informatiques (Apple, Amazon, Samsung, Google), notamment en ayant recours à du travail forcé.

Concernant l'exploitation de travail forcé dans les champs de coton, le groupe français du luxe Kering, propriété du milliardaire François Pinault, 3e fortune de France, affirme ne pas être en mesure d'identifier l'origine de celui importé dans sa chaine de production. Bien que cela soit imposé par la loi française « sur le devoir de vigilance », votée en février 2007, mais cette dernière laisse la charge de la preuve aux victimes et ne contraint les entreprises qu'à adopter un « plan de vigilance », sans obligation de résultat.

Une organisation non gouvernementale a établi que 80 000 Ouïgours avaient été transférés par les autorités chinoises de leur province d'origine vers 27 autres usines du pays destinées au marché international (Australian Strategic Policy Institute, *Uyghurs for sale*, 2020). Pas moins de 80 entreprises occidentales profiteraient ainsi d'un prolétariat surexploité, soumis à un régime quasi-carcéral. Comme à l'usine de Taekwang à Qingdao, un fournisseur de Nike, où les 600 ouvriers fabriquent des chaussures le jour, et, le soir, chantent l'hymne national chinois, apprennent le mandarin dans le cadre de la « formation professionnelle » et de « l'éducation patriotique ».

Pour en finir avec l'oppression nationale

L'avant-garde de la classe ouvrière de Chine doit se battre non seulement pour le droit de s'organiser, de s'exprimer, de manifester, de faire grève, mais aussi pour la fin de l'asservissement du Xinjiang : abolition de la surveillance de masse, fermeture des camps de rééducation et de travail forcé, arrêt de la colonisation de peuplement, possibilité d'enseignement en langue ouïgoure à tous les niveaux et dans toutes les matières, droit des Ouighours et des autres minorités nationales à se séparer de l'État impérialiste chinois.

> *Plus le régime démocratique d'un État est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands États, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables.* (Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* 1916)

La lutte contre l'oppression des minorités nationales est la condition pour que le prolétariat puisse unifier ses forces à l'échelle de toute la Chine, rallier les opprimés et arracher le pouvoir aux exploiteurs, ouvrir la voie de la fédération socialiste de l'Asie orientale et centrale.

15 mai 2022

Royaume-Uni : après l'été du mécontentement, pour l'automne de la grève générale !

Loin d'apporter la prospérité économique et en prime le sauvetage du système de santé publique NHS, comme le promettaient le parti xénophobe UKIP et une aile du Parti conservateur, le départ en 2020 de l'Union européenne aggrave plutôt les difficultés du capitalisme britannique. Les parlementaires du Parti conservateur destituent Boris Johnson en juillet pour le remplacer par Liz Truss qui a pris ses fonctions en septembre.

Dans ce contexte, la classe ouvrière britannique relève la tête mais elle se heurte à tout instant aux appareils conservateurs qui contrôlent ses organisations de masse.

> *Les méprisables, mercenaires et serviles bureaucrates des syndicats et du Parti travailliste donnent une expression à tout ce qui est pourri, humiliant, servile et féodal dans la classe ouvrière britannique.* (Léon Trotsky, *Lettre à Reg Groves*, 10 novembre 1931)

Une inflation affectant spécialement les salariés

La récession menace. Le NHS, le service de santé, compte 6,5 millions de patients en attente de traitement. Durant l'été, des compagnies d'eau déversent des millions de litres d'eaux usées non traitées directement dans la mer. Le 20 juillet, Londres frôle la coupure de courant.

L'inflation est particulièrement aigüe au Royaume-Uni. Les difficultés d'approvisionnement et le manque de main-d'oeuvre corvéable, une conséquence du Brexit, ainsi que la hausse du prix du gaz, dont l'économie britannique est désormais largement importatrice, accroissent le phénomène. L'indice des prix de détail (hors logement) CPI a crû de 9,9 % sur un an. Le prix des carburants a augmenté de 32,1 % sur un an, l'électricité de 54,0 % et le gaz de 95,7% (ONS, 14 septembre).

Début aout, l'association de consommateurs Don't Pay UK lance un boycott des factures d'énergie. L'enveloppe de 150 milliards de livres (172 milliards d'euros) proposée par la nouvelle première ministre Truss, prévoyant 60 milliards d'aides aux entreprises et 90 milliards d'aides aux ménages pour faire face au prix de l'énergie cet hiver, vise à limiter à 2 805 euros annuels les dépenses énergétiques des ménages soit une hausse de 80 % sur un an, et ce, en espérant que les prix ne s'envolent pas davantage que les prévisions. Ces dépenses seront supportées à terme par les travailleurs britanniques, la première ministre s'étant opposée à toute taxe sur les profits des entreprises de l'énergie ainsi qu'à une hausse de l'impôt sur les sociétés.

Un droit de grève édenté par la bourgeoisie

En 1980, le droit de grève a été fortement limité par le gouvernement Thatcher (Parti conservateur, le principal parti bourgeois) à travers l'Employment Act. Les grèves spontanées sont interdites, de même que celles en solidarité aux salariées d'autres entreprises, seuls les syndicats peuvent organiser une grève, et pour cela doivent financer un vote à bulletins secrets lors duquel 80 % des votants doivent se prononcer en faveur du mouvement.

En 1985, après avoir été isolés par la direction confédérale du TUC et le Parti travailliste, le parti traditionnel de la classe ouvrière, financé par les syndicats, les mineurs ont été réprimés et battus par Thatcher.

En 1994, l'entreprise publique de chemins de fer British Railways est éclatée et privatisée.

De 1997 à 2010, les gouvernements Blair et Brown du Parti travailliste se gardent d'abroger les lois antigrève.

En 2015, une loi du gouvernement Cameron (Parti conservateur) restreint encore la possibilité de faire grève, 50 % des salariés doivent s'exprimer pour qu'elle soit légale. Dans certains secteurs, elle doit être adoptée par au moins 40 % de l'ensemble des salariés.

Ces attaques ont longtemps porté leurs fruits puisqu'en 2010, on comptait 15 fois moins de jours de grève cumulés qu'en 1979 (*The Guardian*, 13 avril 2013). L'effectif des syndicats est passé de 12 millions de travailleurs en 1980 à 6 millions aujourd'hui alors que le salariat a doublé.

En juin, des luttes dans les transports de passagers

Bien qu'il n'y ait qu'une centrale syndicale en Grande-Bretagne (TUC), plusieurs syndicats qui en sont membres se font concurrence dans les transports : la TSSA, un syndicat du transport ferroviaire qui regroupe 18 000 salariés ; l'ASLEF, un syndicat de métier d'environ 20 000 conducteurs de trains ; le RMT, un syndicat de tous les transports de quelques 80 000 membres ; Unite qui s'adresse aussi à d'autres secteurs que les transports et comprend au total 1,4 million de membres.

Les directions syndicales négocient pendant des semaines. Elles réclament , une augmentation des salaires de 7 %, en dessous de l'inflation. Mais le patronat des compagnies de chemin de fer s'arcboute sur 3 %, tout en considérant que c'est la contrepartie de l'acceptation de la fermeture des guichets de gare au profit des achats en ligne et de la possibilité d'embaucher de nouveaux salariés à des conditions de travail dégradées. Qui plus est, la compagnie étatique qui gère le réseau ferroviaire, Network Rail, annonce vouloir supprimer 1 800 postes.

Le 7 juin, le RMT appelle les salariés des chemins de fer à une grève perlée les 21, 23 et 25 juin.

La direction Keir Starmer du Parti travailliste donne pour consigne aux cadres et aux élus de ne pas s'afficher aux côtés des piquets de grève.

> *Alors que les membres du RMT s'apprêtent à débrayer pour la première des trois journées d'action de cette semaine, Starmer a clairement fait savoir qu'il ne s'occuperait pas de ce conflit social et qu'il entendait que son équipe reste également à l'écart.* (*The Guardian,* 21 juin 2022)

Le 18 juin, face à la colère des travailleurs, la grève est confirmée par le RMT. La mobilisation est massive, entre 40 000 et 50 000 salariés arrêtent le travail, 80 % des trains sont à l'arrêt. Les travailleurs du métro londonien sont appelés à cesser le travail le même jour (mais pas le 23 et le 25), 10 000 suivront cet appel.

La réaction du gouvernement ne se fait pas attendre, le 27 juin est déposé un projet de loi autorisant les entreprises à remplacer les grévistes par des briseurs de grève intérimaires, le texte est adopté le 20 juillet. La direction confédérale du TUC, loin de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière pour défendre le droit de grève, fait appel le 19 septembre aux tribunaux de la bourgeoisie.

Le mouvement tend à s'amplifier mais les bureaucraties syndicales multiplient des journées d'action distinctes. Ainsi, le 30 juin, alors que la direction du RMT reprend les négociations avec Network Rail, les membres du syndicat TSSA (association du personnel salarié des transports) de la compagnie Avanti West Coast votent la grève à leur tour, et un autre vote est prévu pour ceux de la compagnie West Coast Main Line.

Le 11 juillet l'ASLEF appelle à la grève dans 8 compagnies ferroviaires. Le RMT appelle à 4 jours de grève à partir du 27 juillet. 3 jours plus tard 5 500 membres de l'ASLEF cessent le travail, le RMT organise deux journées de grève supplémentaires les 18 et 20 aout, comprenant cette fois les personnels de la signalisation, auxquelles se joint la TSSA après avoir appelé seul dans 9 compagnies le 13. Les travailleurs du métro de Londres

BRISTOL, PIQUET DE GRÈVE, 14 JUILLET / PHOTO TUC BRISTOL

syndiqués au RMT sont appelés de leur côté à la grève le 19.

Cet éparpillement laisse le champ libre à des tractations corporatistes qui font le jeu des patrons. Par exemple, le 5 aout, la section cadres du TSSA signe un accord avec le patronat portant sur une augmentation salariale de 4 % et permettant un service minimum durant les grèves. La stratégie des directions syndicales permet au gouvernement de jubiler.

> *L'accord de ces membres de la TSSA signifie que nous disposons d'un personnel de réserve solide et fiable pour toute future grève et que nous serons en mesure d'assurer les services pour les passagers et de minimiser les perturbations de la vie quotidienne.* (Grant Shapps, secrétaire d'État au transport, 5 aout 2022)

En aout, la mobilisation s'étend, la dispersion s'accroit

Le 17 aout, la direction du syndicat Unite tente de faire accepter à ses 1 800 membres de la compagnie de transport Arriva (filiale de Deutsche Bahn) une augmentation de 11,1 %, sans succès. Le London United (la régie de transport de Londres) voit 1 600 de ses chauffeurs de bus cesser le travail les 19 et 20 aout à l'appel de Unite. Le 26 aout, Unite signe un accord comprenant une augmentation de 10 % et fait reprendre le travail.

Parallèlement, les grèves s'étendent à d'autres secteurs. Le 21, 1 900 grutiers, opérateurs de machines et des dockers du port de Felixstowe (Suffolk) et membres de Unite entament une grève de 8 jours après avoir refusé une offre patronale de 8 % d'augmentation. Le mouvement paralyse le plus gros port de conteneurs du pays (2 500 salariés).

Les travailleurs de Royal Mail (entreprise postale de 115 000 travailleurs) ayant refusé l'offre de 5 % d'augmentation avec pour contrepartie une dégradation des conditions de travail, le CWU (syndicat des travail-

leurs de la communication) décrète des grèves perlées les 26 et 31 aout, les 8 et 9 septembre.

Les travailleurs de la British Telecom, pourtant organisés par le même syndicat, ne sont appelés qu'à la journée d'action du 31. Mi-aout, le RCN (syndicat majoritaire des infirmières et infirmiers) annonce un vote sur la possibilité d'une grève pour le 15 septembre, ses membres se voyant proposer 4 % d'augmentation. Il s'agit d'une aumône qui ne risque pas de pourvoir les 130 000 postes vacants dans le NHS (service national de santé) soit 10 % de l'effectif.

Le 22 aout, les pilotes de la compagnie irlandaise Ryanair clouent de manière concertée dans plusieurs pays les appareils au sol pour 48 heures, en Grande-Bretagne à l'appel de la BALPA, affiliée au TUC.

Le même jour, les avocats commis d'office membres de la CBA (une organisation d'avocats pénalistes non affiliée au TUC) votent pour une cessation de prestation illimitée à compter du 5 septembre, amplifiant un mouvement qui a débuté en avril.

Les bureaucraties syndicales se prosternent devant la monarchie

Le 8 septembre, la reine Elisabeth Windsor décède. S'en suit un appel à l'union nationale auquel vont souscrire le chef du Parti travailliste et toutes les directions syndicales pour les mêmes raisons qu'elles passent des compromis scandaleux et refusent d'appeler, ensemble, à la grève générale pour arracher les revendications et reconquérir le droit de grève.

Alors que les prévisions d'inflation se dégradent (13 % pour octobre), tous les appareils syndicaux annulent les journées d'action qu'ils avaient décrétées : le CWU revient sur la grève prévue le 9 au Royal Mail « *suite à la très triste nouvelle du décès de la Reine, et par respect pour son service au pays et à sa famille* », le RMT fait de même avec celles fixées mi-septembre en expliquant « *se joindre à toute la nation pour rendre hommage à la reine Elizabeth* ». La TSSA annonce qu'elle « *respectera la période de deuil public* ».

https://groupemarxiste.info/2022/09/20/la-reine-est-morte-a-bas-le-roi/

Pour autant, l'hommage national ne met pas un terme aux aspirations des travailleurs et la combattivité de la classe ouvrière est toujours là.

Les braises sont encore chaudes

Les salariés du port de Felixstowe (Suffolk) votent à nouveau pour une grève le 27 septembre. Leurs camarades du port de Liverpool (Merseyside) rejettent de leur côté l'augmentation de 8,3 % proposée par la Mersey Docks and Harbour Company, les 560 opérateurs portuaires et ingénieurs de maintenance réclament une augmentation de 20 % et entament une véritable grève qui dure deux semaines (du 19 septembre au 3 octobre).

Le RCN qui avait profité de la parenthèse couronnée pour annuler le vote du 15 septembre, le reporte désormais au 6 octobre. Le CWU annonce au Royal Mail une grève perlée de 19 jours sur les mois d'octobre et novembre (avec certaines journées par métiers). 3 nouvelles journées de grève sont programmées pour les salariés du rail, le 1er, le 5 et le 8 octobre.

L'État bourgeois multiplie encore les entraves en rendant obligatoire la mise au vote des propositions patronales avant tout vote pour une grève.

> *Il faut garantir que les grèves ne puissent être déclenchées qu'une fois que les négociations auront véritablement échoué.* (Kwasi Kwarteng, ministre de l'économie, 23 septembre 2022)

Ce jour, le même ministre annonce le gel des prix l'énergie et des baisses de cotisations sociales et d'impôts pour les plus riches (pour un montant équivalent à 52 milliards d'euros). Mais le creusement du déficit budgétaire à 7,5 % du PIB (peu conforme à la doctrine économique libérale) provoque l'inquiétude du marché financier sur lequel les obligations d'État s'effondrent.

> *Elle était censée ouvrir une ère de croissance économique. Au lieu de cela, la déclaration de 25 minutes de Kwasi Kwarteng, le nouveau chancelier de l'échiquier britannique, a donné le 23 septembre le coup d'envoi d'une crise. En dévoilant 45 milliards de livres de réductions d'impôts non financées, en plus de mesures temporaires pour aider à payer les factures d'énergie, M. Kwarteng a effrayé les marchés financiers de manière spectaculaire.* (*The Economist*, 1er octobre 2022)

Sur les marchés des devises, la livre décroche du dollar. Devant les railleries de la presse bourgeoise et la grogne de députés du Parti conservateur, le gouvernement fait marche arrière le 3 octobre.

Des grèves ou la grève ?

Parce que la combattivité est dispersée entre entreprises, entre métiers, est dissipée en journées d'action par les bureaucraties syndicales vautrées dans le royalisme et le chauvinisme, les négociations débouchent sur des résultats généralement décevants, qui entérinent la baisse du salaire réel.

La plupart des organisations centristes vivotent à côté du Parti travailliste, en se gardant bien d'affronter les bureaucraties syndicales (SWP, SPEW, SA, SR, AWL, WF...). Par exemple, la plus grosse, le SWP, comme à son habitude, appuie le dispositif de sabotage des appareils syndicaux.

C'est pourquoi il doit y avoir plus de grèves, des grèves de plus en plus intenses et des grèves unies qui se battent pour gagner. (SWP, *Les grèves de samedi montreront notre force,* 26 septembre 2022)

Les échecs sont mis sur le dos de la classe ouvrière et non de ses directions politiques et syndicales. Leurs équivalents français, qui capitulent devant leurs propres bureaucraties, répercutent les mêmes illusions économistes et réformistes.

Cette semaine est marquée par la grève historique des 21, 23 et 25 juin, avec plus de 50 000 travailleurs du ferroviaire, qui paralyse le pays et a ouvert la voie à d'autres secteurs. (CCR-RP, 22 juin 2022)

Il faut surtout espérer que les travailleurs prennent le contrôle sur leur mobilisation. Il faut espérer qu'ils se servent de l'arme de la grève, des grèves de masse, de la force de la classe ouvrière dans l'économie, mais aussi du caractère imprévisible de leurs luttes, pour faire valoir leurs intérêts. (LO, 8 septembre 2022)

Il n'aura dès lors pas fallu si longtemps pour refaire entendre, clairement et distinctement, la langue et les priorités d'un combat de classe tel que les portent, par exemple, les dirigeants des syndicats RMT ou CWU, des éluEs de la gauche travaillistes. (NPA, 11 septembre 2022)

Travaillisme ou bolchevisme ?

Le Parti travailliste, qui monte dans les sondages, tient son congrès annuel du 25 au 28 septembre à Liverpool. Comme nos partis ouvriers bourgeois (PS, LFI, PCF), il promet d'améliorer le sort des travailleurs par les urnes, dans le cadre du capitalisme, par un simple changement de gouvernement à la tête de l'État bourgeois.

Le gouvernement a perdu le contrôle de l'économie britannique et pour quoi ? Il a fait s'effondrer la livre et pour quoi ? Des taux d'intérêt plus élevés. Une inflation plus élevée. Des emprunts plus élevés. Et pour quoi ? Pas pour vous. Pas pour les travailleurs. Pour des réductions d'impôts pour les 1 % les plus riches de notre société. N'oubliez pas. Ne pardonnez pas. Le seul moyen d'avancer est d'arrêter cela, avec un gouvernement travailliste. (Keir Starmer, *Discours au congrès*, 25 septembre 2022)

Pour la bureaucratie travailliste, l'exemple à suivre n'est pas celui de la révolution anglaise qui décapita le roi en 1649, du premier mouvement ouvrier de masse du monde (le chartisme) en 1838, de la grève générale des mineurs de 1974 qui fit tomber le gouvernement conservateur... Le modèle que donne Starmer est feue la superparasite E. Windsor.

La Reine a créé une relation spéciale et personnelle avec chacun d'entre nous. Une relation basée sur le service et le dévouement à notre pays... Alors que nous entrons dans une nouvelle ère, engageons-nous à honorer sa mémoire. Relevons la tête et affrontons la tempête, gardons vivant l'esprit de service public qu'elle incarnait afin qu'il nous guide vers un avenir meilleur. (Keir Starmer, *Hommage du congrès à la reine*, 25 septembre 2022)

Le congrès commence donc par l'hymne national, pour la première fois de son histoire et sans protestation de l'aile gauche. Il s'achève sur l'engagement de recruter 13 000 policiers supplémentaires.

La classe ouvrière n'a rien à attendre des urnes même si elle doit voter contre tout candidat de parti bourgeois (Parti conservateur, Parti libéral-démocrate, Parti national écossais...). Elle n'a pas grand-chose à attendre non plus des journées d'action, des grèves perlées décrétées par les directions syndicales.

Comme le conseillait Lénine, l'avant-garde doit revendiquer le droit de participer à la vie du Parti travailliste qui se présente comme le parti de tous les travailleurs. Mais elle doit se garder de penser que le Parti travailliste pourrait aller au socialisme sous la pression des masses et de son aile gauche, ou de tenter de le concurrencer avec un projet aussi réformiste (SLP de 1996, SSP de 1998, Respect de 2004, PBP de 2005, TUSC de 2010, LU de 2013...).

Les travailleurs conscients doivent exiger qu'il n'y ait qu'un seul syndicat pour tous les métiers dans chaque branche. Ils doivent se regrouper en une fraction lutte de classe dans les syndicats, imposer l'auto-organisation des travailleurs dans des assemblées générales, des comités de grève élus et centralisés, l'autodéfense contre la police.

- Défense du droit de grève, suppression de toutes les lois qui l'entravent.
- Augmentation immédiate des salaires, des retraites, des allocations chômage indexés sur l'inflation.
- Embauche massive dans les hôpitaux, l'éducation, les services essentiels à la population.
- Gel des loyers, des prix de l'énergie ; expropriation sans rachat ni indemnité des groupes capitalistes de l'énergie, du transport, du commerce...
- Sortie de l'OTAN, république, gouvernement ouvrier, fédération socialiste des iles britanniques...

Pour imposer ces revendications, ouvrir la perspective du renversement de l'État bourgeois et du socialisme, il faut construire au plus tôt au Royaume-Uni un parti ouvrier révolutionnaire de tout l'État, affilé à une internationale communiste.

3 octobre 2022

L'automne dans l'État espagnol

L'inflation ronge les salaires et les retraites

Depuis le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, l'augmentation des prix dans l'ensemble de l'UE est effrénée, particulièrement en Espagne, avec en aout un taux d'inflation moyen de 10,4 %.

Cependant, et selon les données de l'INE, ce taux élevé cache une réalité bien plus frappante pour les classes populaires : les prix de l'alimentation ont augmenté de 13,3 %, celui des transports de 15,8 %, celui du logement de 22,8 %. Par ailleurs, les factures mensuelles d'électricité et de gaz des ménages ont subi une hausse de 50,4 % selon l'INE [l'organisme officiel de statistiques], voire 66,6 % selon l'OCU [une organisation de consommateurs]. Et ce malgré la baisse des taxes et la soi-disant « exception ibérique » de la limitation du prix du gaz affecté à la production d'électricité.

Comme tant de mesures phares du gouvernement de Pedro Sánchez [coalition PSOE-PCE-Podemos], au final, l'exception ibérique consiste simplement à faire payer aux consommateurs (plus tard et « *de façon échelonnée* ») la différence entre le prix plafonné du gaz de gros et celui du marché. En clair, cela veut dire respecter religieusement les super profits de l'industrie énergétique, qui va « récupérer » peu à peu tout ce que la limitation les a empêchés de récolter ces derniers mois. Cela signifie également respecter les marges scandaleuses réalisées dans toute l'UE. Malgré les timides protestations et plaintes, notamment des ministres de Podemos. L'OCU explique clairement l'escroquerie de propagande de l'exception ibérique, que, dit-on, tous nos voisins nous envient.

> *La mise en place de cette mesure a permis de limiter le prix de l'électricité sur le marché de gros, mais à un cout beaucoup plus élevé que prévu, donc non seulement il n'y a pas d'économies visibles, mais la facture est finalement devenue plus chère... La mesure visant à plafonner le prix du gaz a d'autres conséquences comme d'en faire supporter le cout aux consommateurs d'électricité.* (*OCU.org*, août 2022)

À noter que l'OCU oublie d'expliquer que les consommateurs de l'État espagnol paieront également le cout de la limitation du prix du gaz utilisé dans la production d'électricité destinée à l'exportation ! Et que cette exportation a atteint des niveaux historiques ces derniers mois. C'est-à-dire que l'exception ibérique du gouvernement consiste aussi à faire subventionner par la population, l'électricité exportée par les entreprises privées qui profitent ainsi de bénéfices historiques !

À cette perte générale de pouvoir d'achat s'est ajoutée, le 8 septembre, la hausse du taux d'intérêt de la Banque centrale européenne, qui devrait augmenter le crédit immobilier moyen des ménages de 100 € par mois. Payer le loyer ou le crédit, l'électricité et la nourriture en même temps est devenu une équation impossible pour la plupart des travailleurs et des retraités, qui sombrent massivement dans la pauvreté et voient les expulsions se multiplier.

Les directions des grandes centrales syndicales continuent d'accepter des pertes salariales

Tandis que les conditions de vie globales de toutes les classes laborieuses ne cessent de se dégrader, les directions des grandes centrales syndicales ne préparent aucune bataille pour les défendre. Bien au contraire, les statistiques montrent que la moyenne des accords signés par les syndicats de janvier à juillet 2022 n'a signifié qu'une augmentation nominale de 2,56 % des salaires, ce qui entérine une perte d'au moins 8 points par rapport à l'inflation de 2022, sans compter celles des années précédentes. On ne saurait être plus indécent.

La lutte syndicale élémentaire pour l'indexation automatique des salaires et des pensions, en fonction de la hausse réelle du coût de la vie des classes laborieuses, a complètement disparu de l'horizon des grandes bureaucraties. Pendant de nombreuses décennies, les directions syndicales se sont engagées dans la collaboration avec le capital et sont dépendantes des prébendes de l'État bourgeois. En conséquence, la classe ouvrière se bat de manière atomisée pour défendre les salaires et ne récupère qu'occasionnellement, ici ou là, une partie du pouvoir d'achat perdu.

Pour cette raison, il est plus que jamais nécessaire de combattre la collaboration de classes et d'ouvrir comme perspective d'unifier le flux croissant de grèves et de luttes des salariés et des retraités sur la revendication de l'échelle mobile des salaires et des retraites. Et, pour prévenir les manoeuvres des bureaucraties et les divisions artificielles entre travailleurs non syndiqués ou de syndicats différents, défendre inlassablement l'organisation d'assemblées générales, la coordination des délégués des assemblées, les comités de grève élus et révocables comme les seuls organismes habilités à négocier.

La social-démocratie gouverne pour le grand capital

Chaque semaine également, les porte-parole du gouvernement de collaboration social-démocrate PSOE-PCE-

Podemos implorent gentiment les groupes de l'énergie, les banques ou la grande distribution de « limiter leurs profits ». Et, de temps à autre, ils annoncent de nouvelles mesures « pour atténuer les difficultés de la population dans ces circonstances particulières ». Mais ce sont toujours des mesures piégées, car elles sont en faveur du capital ou temporaires ou les deux à la fois.

L'un des exemples les plus éclairants de la politique de ce gouvernement est le décret-loi royal 14/2022 -connu sous le nom de « mesures d'économie d'énergie »- récemment approuvé avec les votes des partis au gouvernement, de Bildu, PNV [deux partis nationalistes basques] et ERC [un parti nationaliste catalan]. Il prévoit des réductions pendant seulement quatre mois sur les titres de transports publics et une aide ponctuelle de 400 € pour les étudiants boursiers. Le tout sans augmenter les impôts sur les plus hauts revenus ni sur les entreprises et, donc, en respectant la structure actuelle des recettes budgétaires, dont le poids repose essentiellement sur les salariés.

Dans le même temps, le décret-loi royal sur les mesures d'économie d'énergie ouvre d'importantes lignes de subventions aux entreprises privées « les plus touchées par la hausse des prix de l'énergie ». En plus, sa « deuxième disposition complémentaire », au milieu d'un charabia indéchiffrable, octroie une généreuse remise au secteur de l'électricité de 1,36 milliards d'euros correspondant à la suspension de l'impôt sur la production d'énergie électrique (l'IVPEE).

> *Ce décret-loi royal permet le reversement de 1 360 millions d'euros au secteur de l'électricité afin de se conformer aux dispositions du décret-loi royal 29/2021 en conséquence de la réduction des recettes résultant de la suspension de l'IVPEE.* (*Exposé des motifs du décret-loi royal 14/2022*)

Pedro Sánchez, qui bavarde sur une éventuelle future taxe sur les bénéfices extraordinaires des compagnies d'électricité, fait en cachette cadeau de millions du trésor public, financés principalement par les classes laborieuses !

Le même gouvernement qui hésite sur l'opportunité d'augmenter le salaire minimum de 30 ou 40 misérables euros par mois s'est engagé avec enthousiasme à doubler le budget militaire pour développer l'escalade militaire de l'OTAN, sous prétexte de la guerre en Ukraine.

Nous payons aussi et paierons très cher -politiquement, socialement et économiquement- la protection scrupuleuse que le gouvernement (et ses alliés PNV, Bildu, ERC, JxCat, etc.) offre à la monarchie corrompue, à l'Église catholique, ou aux appareils judiciaire, policier et militaire, contrôlés de l'intérieur par les mêmes forces post-franquistes (dont l'Opus Dei et les Legionarios de Cristo) qui dominent le PP et Vox [les deux principaux partis bourgeois]. Et cela malgré l'amoncèlement de preuves révélées par le commissaire Villarejo [inculpé depuis 2014 dans plusieurs affaires pénales depuis , cet ancien policier, devenu un capitaliste des coups montés et de l'espionnage illégal, a beaucoup parlé]. Elles montrent que ces officines contrôlaient les sommets de la police et de la justice et coordonnaient toutes sortes d'activités criminelles, telles que l'espionnage et la falsification de preuves contre des politiciens indépendantistes catalans ou de Podemos, sans oublier les travaux « particuliers » pour de nombreuses grandes sociétés de l'IBEX [équivalent du CAC 40]. Même les cas d'espionnage du gouvernement avec Pegasus n'ont pas entrainé la moindre épuration au sein du ministère de l'Intérieur.

Non, ni l'appareil judiciaire ni l'appareil répressif n'ont été purgés, pas plus que ne seront abrogées les lois restreignant les libertés.

Seule la classe ouvrière, rompant avec tout le passé, offre une issue

Ce ne sera pas auprès de ces gouvernements que nous trouverons une issue positive à la situation actuelle. Ils défendent une classe aux intérêts totalement contraires à ceux de l'humanité et conduisent au désastre.

Nous ne la trouverons pas non plus dans les autres formations nouvelles ou anciennes au langage plus gesticulant et « rouge », mais tout aussi sociales-démocrates et adaptées au monde capitaliste que le PSOE, comme Podemos, Bildu [reconversion politique de l'ex-ETA] ou la CUP [mouvement nationaliste catalan à gauche des partis bourgeois indépendantistes ERC et JxCat]. Encore moins dans des montages de marketing politique comme celui qui se crée autour de la ministre Yolanda Díaz (PCE), sans aucun programme au-delà du fait qu'elle est la cheffe et que « toute la gauche » doit collaborer (comme elle) avec le soutien du gouvernement bourgeois et de tous les pouvoirs du capital. En échange d'aumônes et de concessions à tel ou tel secteur ou groupe de pression social (femmes, transsexuels) qui peuvent être renversées si la réaction noire remporte les prochaines élections.

Le salut ne réside pas dans « la gauche », un concept qui s'opposé aux classes sociales. C'est un fourre-tout qui englobe toutes sortes d'organisations liées (politiquement et économiquement) à la société capitaliste décomposée.

L'issue ne peut venir que de la classe productrice, qui n'a pas du tout besoin des classes parasites. Mais il lui faudra s'organiser à l'échelle internationale pour tout changer de fond en comble, pour la révolution socialiste.

13 septembre, IKC

L'élection présidentielle en Colombie, l'illusion d'une victoire pour les travailleurs

L'élection présidentielle s'est tenue les 29 mai et 19 juin, après les élections législatives du 13 mars. La participation de 58 % au second tour, bien que faible, est pourtant historiquement élevée, signe d'une attente politique de la part de la population après des décennies de conflits armés, ayant fait 250 000 victimes.

Gustavo Petro, le chef de la coalition du Pacto Historico-Colombia Puede (Pacte historique-La Colombie peut, PH) est élu avec 50,69 % des suffrages exprimés.

Pacto Historico : une coalition éco-socialiste

En 2020, face au covid, l'ancien président Duque avait consacré le pays à Notre-Dame de Fatima (une prétendue apparition de la mère de Jésus de Nazareth, le fondateur incertain du christianisme, en 1917 au Portugal) et prié publiquement Notre-Dame de Chiquinquirá (le même personnage, dans une variante plus locale). Il avait ensuite, en bon chrétien, réprimé sauvagement les manifestations populaires de 2021 [voir *Révolution communiste* n° 45].

La coalition PH est issue d'un regroupement d'une vingtaine d'organisations ouvrières, indigénistes, écologistes et féministes et de mouvements associatifs petits-bourgeois, initié en février 2021 par le Partido Comunista Colombiano (PCC), Colombia Humana (parti petit-bourgeois de Gustavo Petro) et l'Union Patriotica (anciens guérilleros démobilisés des FARC).

Cet attelage électoral, de type front populaire, a reçu le soutien d'un pasteur évangéliste anti-avortement, Alfredo Saade, missionné par le chef de cette coalition au début de la campagne électorale, pour dialoguer avec les chefs religieux du pays. Le maire de Medellin, Daniel Quintero, ancien ministre de l'Information, des technologies et des communications sous la présidence de José Manuel Santos (2014-2018) n'a pas caché sa proximité avec Petro.

Petro l'emporte au second tour contre Rodolpho Hernandez, un affairiste millionnaire du BTP, représentant le plus réactionnaire de la bourgeoisie colombienne. L'autre candidat de la bourgeoisie, Federico Gutierrez (Equipo por Colombia, coalition de 4 partis bourgeois), avait été éliminé au premier tour avec 23,94 % des voix. Le rejet inspiré par la politique répressive d'Ivan Duque, notamment en novembre 2019 et octobre 2020, élimine de la course les formations politiques qui géraient les intérêts des classes dirigeantes depuis plusieurs décennies.

Dès la proclamation des résultats, Alvaro Uribe, président de 2002 à 2010, et concurrent de Petro à l'élection présidentielle en 2010, reconnait sa victoire. Tout comme le président sortant.

> *Il faut se réunir dans les prochains jours pour initier une transition harmonieuse, institutionnelle et transparente.* (Ivan Duque, *Twitter*, 20 juin)

Si les anciens représentants des « milieux d'affaires » ont si peu de craintes de l'arrivée inédite de l'ancien maire de Bogota, le mérite en revient à ce dernier qui a donné de nombreux gages pour les rassurer.

Rassurer les classes possédantes

Gustavo Petro, ancien partisan du Movimiento 19 de Abril (Mouvement du 19 avril, M-19) de guérilla urbaine dans sa jeunesse, adepte de la théologie de la libération, courant de pensée d'inspiration chrétienne en Amérique du Sud, se recycle rapidement dans le parlementarisme après les accords de paix entre le gouvernement et les guérilleros en 1990. Plusieurs fois député de Bogota et de Cundinamarca, puis maire de Bogota durant 18 mois, et sénateur durant 4 ans (2018-2022), son parcours au sein de l'État colombien a de quoi rassurer.

Ainsi, durant sa campagne électorale en 2022, Petro signe un engagement officiel contre toute nationalisation et pour le respect du droit de propriété. Il prend donc fait et cause pour les exploiteurs, s'engageant « à réduire le déficit » budgétaire, c'est-à-dire appliquer des mesures contre les travailleurs, les mêmes politiques d'austérité qui ont conduit aux émeutes passées.

À peine élu, Petro déclare vouloir *« consolider le capitalisme »*, car *« pour pouvoir répartir la richesse, il faut d'abord la produire »*. Il n'envisage pas qu'on puisse produire autrement que sous la forme de marchandises produites de manière anarchique par des entreprises aux mains d'une minorité de la société.

> *Nous n'allons pas utiliser le pouvoir pour détruire nos opposants... L'opposition que nous aurons et ses leaders, que ce soit Uribe, Federico Gutierrez* [candidat de l'uribisme défait au premier tour] *ou Rodolfo* [Hernandez], *seront toujours les bienvenus dans le palais de Nariño* [palais présidentiel siège du pouvoir exécutif] *pour dialoguer sur les problèmes de la Colombie.*

La stabilité du système politique colombien n'est pas en jeu car la coalition Partico Historico constitue plutôt un amortisseur des révoltes récentes. Son leader a appelé à un pacte d'unité nationale, évoquant *« une politique de l'amour et du dialogue »,* autant de propos n'ayant comme but que de livrer la classe ouvrière aux mains de ses exploiteurs qui sont guidés par l'avidité, de tenter d'amoindrir toute velléité de combat des exploités.

L'indigénisme masque l'alliance avec la bourgeoisie

La présence, à ses côtés, de Francia Marquez, avocate noire et militante écologiste, dirigeante du mouvement social Soy porque Somos (Je suis parce que nous sommes), arrivée en 3e position de la primaire du Pacte Historique, sert de caution à une large partie de l'électorat indigéniste, féministe et écologiste.

Qu'une descendante d'anciens esclaves soit promue au rang de vice-présidente, bien qu'une première en Amérique latine, ne change en rien la nature de classe de l'État. Le déferlement de propos haineux et racistes de politiciens bourgeois à la vue d'une militante LGBT à la présidence est plus le reflet du caractère régressif de la classe politique dominante et sa frustration de ne pouvoir gérer directement les intérêts privés, que l'expression d'une inquiétude quant au risque de perdre le contrôle du pouvoir.

L'éco-socialisme revendiqué par Marquez se borne à transformer la Colombie en « Pays de l'arc-en-ciel » sur le modèle de l'ANC de Mandela qui a sauvé le capitalisme sud-africain au prix de l'accession de quelques milliers de Noirs au statut de capitaliste.

Bien qu'accédant à la fonction suprême, la coalition est minoritaire à la Chambre des représentants avec 25 élus sur 188, quand deux partis bourgeois, le Partido Liberal Colombiano (Parti libéral colombien, membre de l'Internationale socialiste) et le Partido Conservador (Parti conservateur) en possèdent respectivement 32 et 25.

Cela sert de justification à Petro pour octroyer plusieurs places dans son gouvernement à des personnalités de ces partis au ministère des transports (Guillermo Reyes, ancien vice-président d'Alvaro Uribe) et en particulier les stratégiques dans un État bourgeois (ministère de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances), ce qui lui permet d'obtenir une majorité parlementaire.

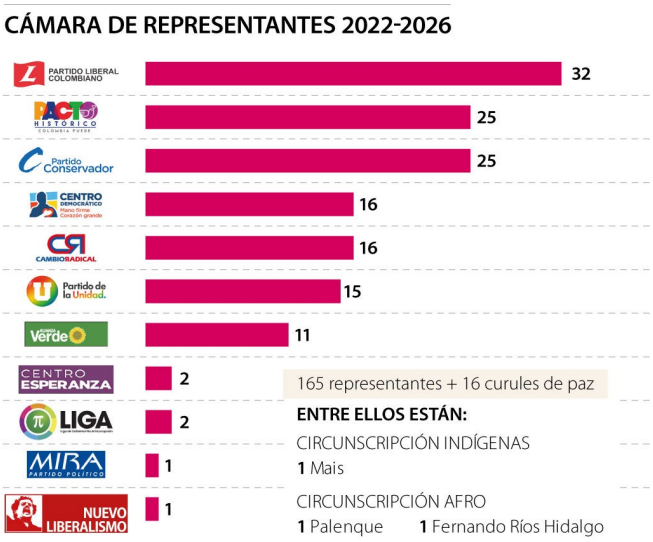
Une redistribution limitée des revenus

Le projet du Pacto Historico comporte l'augmentation des impôts des 10 % les plus riches, lesquels s'accaparent 70 % de la richesse produite. Il s'agit de convaincre les capitalistes colombiens et étrangers que la « participation solidaire » (sous-entendue la charité chrétienne) est le prix à payer de la sécurité (de la propriété privée) et de la « transformation positive » de la société. Ceci pour financer un programme social afin de réduire l'extrême pauvreté (12 % de la population) et une réforme du système éducatif afin d'amorcer la transition écologique. Cette autre promesse de campagne vise à réduire l'extraction des énergies fossiles, pour freiner la déforestation de l'Amazonie, pour laquelle le président suggère de créer un fonds international.

> *Nous pouvons transformer toute la population de l'Amazonie colombienne en une population protectrice de la forêt, mais nous avons besoin de financements du monde entier pour ce faire.* (Gustavo Petro, *Discours d'investiture*, 7 aout 2022)

La Colombie a perdu durant les quatre dernières années 7 000 km^2 de surfaces forestières, à cause d'incendies délibérés au profit de l'élevage intensif et de la culture de la drogue. Le secteur agricole, hérité du modèle du latifundium, où 77 % des terres sont dans les mains de 13 % des propriétaires terriens, représente 7 % du

BOGOTÁ, 8 AOUT, CÉRÉMONIE D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT



PIB du pays avec plusieurs produits (café, avocat, huile de palme) le plaçant parmi les 5 principaux producteurs au monde.

L'extraction minière est également une source de revenus importants grâce à l'émeraude (1er producteur au monde), au charbon (5e exportateur) et au pétrole (20e). Autant de secteurs qu'un gouvernement attaché à préserver le capitalisme national ne peut évidemment pas soustraire aux appétits des magnats destructeurs de l'environnement. Comme les grandes réserves de lithium, minerai indispensable dans la production des batteries de voitures électriques, qui ont été découvertes dans le cratère de Chicxulub.

Le prix des carburants a été augmenté par décision gouvernementale, le 14 septembre, afin de réduire le déficit budgétaire. Celui-ci est dû pour moitié à une fiscalité (Fonds de stabilisation des prix des carburants-FEPC) basée sur le remboursement aux producteurs pétroliers de la différence entre les prix du marché et ceux pratiqués dans le pays, estimé à environ 48 milliards d'euros par an. En définitive, pour maintenir les profits des entreprises extractives, les travailleurs règleront l'addition.

Une paix difficile à trouver

L'autre chantier qui attend le gouvernement PH-PLC-PU-PCC-MEL-CTF est de mettre en application les accords de paix de 2016 entre l'État et les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie) [voir *Révolution communiste* n° 21]. Après une période de pause, le niveau de violence a retrouvé en début d'année celui d'avant 2016, avec une recrudescence des taux d'homicides (+14,5 % entre 2021 et 2022).

Le 12 aout, quelques jours après son investiture, Gustavo Petro procède au remplacement de tout le commandement militaire, police comprise, et précipite la retraite d'une trentaine de généraux. Mais aucune dénonciation des collusions de l'armée avec les paramilitaires, ni de sa complicité avec le clan del Golfo (principal gang de drogue du pays). Ni aucune poursuite envers ceux qui ont perpétré l'assassinat de 6 000 civils, entre 2002 et 2008, qui continuent à être présentés comme des guérilléros tués au combat.

Déjà au cours du premier mois du gouvernement, 15 massacres ont été perpétrés dans le pays. En effet, la démobilisation des FARC a laissé le terrain aux groupes paramilitaires, aux narcotrafiquants, aux dissidents non-démobilisés des FARC et aux concurrents de l'Ejertico de Liberacion Nacional (Armée de libération nationale, ELN, d'inspiration castriste). La période de Covid, avec les confinements de la population, a été propice pour les bandes paramilitaires et les guérilleros. Les militants locaux luttant contre les groupes armés et leurs trafics de drogue sont régulièrement menacés ou tués.

Les aides promises lors des accords de paix n'arrivant pas, pas plus que les réformes agraires promises, les agriculteurs, exhortés en cela par les trafiquants de drogue, n'ont d'autres choix que de reprendre la culture de la coca pour subsister.

Nul doute que la période des élections locales de 2023 va relancer les conflits entre toutes les cliques bourgeoises car l'enjeu du contrôle des territoires, des mairies, des conseils municipaux favorise la manipulation des électeurs. À la clé, il y a toujours la corruption des élus locaux pour l'obtention de contrats publics. Tous les gouvernements successifs ont pour l'instant échoué à protéger la population face à la gangrène des cartels.

L'illusion des élections et la trahison des fronts populaires

Gustavo Petro n'est pas mis en difficulté non plus par les organisations syndicales des travailleurs, la Central Unitaria de Trabajadores (CUT, Centrale unitaire des travailleurs), la Confederación de Trabajadores de Colombia (CTC, Confédération des travailleurs de Colombie) et la Confederación General del Trabajo (CGT, Confédération générale du travail) dont la plupart avaient constitué en avril 2018 un Comité national des travailleurs avec le parti Colombia Humana de Petro.

Depuis son élection, la clémence des directions syndicales est totale. Selon le président de la CUT, *« c'est un gouvernement de centre-gauche qui va résoudre les grands problèmes de la Colombie »* (Francisco Maltés Tello, 29 aout). Dans le numéro de son organe (*Informativo*) de juillet, la direction de la CUT avalise la décision de Petro de réduire de 6 à 1 « les jours sans TVA » sous prétexte qu'ils seraient surtout destinés à la classe moyenne, et aux plus aisés, et qu'ils favoriseraient les entreprises étrangères au détriment des petites et moyennes entreprises industrielles du pays.

Cette situation entre en résonances avec plusieurs pays voisins. En 2021, le Chili avec l'élection Gabriel Boric, le Pérou avec celle de Pedro Castillo. Dans un cas comme dans l'autre, de fortes mobilisations de la classe ouvrière ont été canalisées vers l'élection de candidats « de gauche » selon la terminologie bourgeoise dominante, reprise en France par les réformistes (PS, LFI, PCF...) et par leurs satellites (LO, NPA...). Pour le PCF et LFI, les élections permettent de résoudre les problèmes essentiels de la population.

> *La victoire de Gustavo Petro au second tour de l'élection présidentielle est un tournant historique majeur dans l'histoire du pays, un triomphe populaire qui ouvre une opportunité inédite de changement.* (PCF, 20 juin)

Un camouflet pour le néolibéralisme... L'élection de Gustavo Petro en Colombie est la confirmation d'une tendance profonde en Amérique latine. Le continent compte maintenant neuf pays dirigés par la gauche (Chili, Bolivie, Pérou, Mexique, Argentine, Colombie, Venezuela, Cuba, Honduras), en attendant la possible élection de Lula au Brésil, en octobre. (*L'Insoumission,* 21 juin)

Pour la rupture avec la bourgeoisie, pour le socialisme

Les gouvernements actuels de Colombie, du Chili, du Pérou ne sont pas « réformistes » comme le racontait le site CCR-RP le 30 juin. À cette occasion, Gabriel Ichen en rajoutait dans l'incohérence en qualifiant aussi Petro « de centre gauche ». Ce terme bourgeois, repris du bureaucrate en chef de la CUT, ne veut rien dire. En fait, de tels gouvernements sont politiquement bourgeois. Ils résultent d'un bloc entre des partis ouvriers influents (les réformistes) et certains représentants de la bourgeoisie. Un tel bloc est un front populaire. Quant au gouvernement d'Argentine, il s'agit simplement de politiciens bourgeois d'un vieux parti capitaliste.

Il ne s'agit pas d'une question sémantique. Les communistes révolutionnaires condamnent les fronts populaires, y compris dans les pays dominés. Ils leur opposent la stratégie de la révolution permanente. Pour dégager la classe ouvrière de l'influence des bureaucraties corrompues, ils peuvent parfois soutenir les candidats des partis « ouvriers bourgeois » (réformistes) contre ceux des partis bourgeois. Au-delà des élections, les communistes révolutionnaires se prononcent pour que les organisations ouvrières de masse rompent avec la bourgeoisie.

En Colombie, au sein des syndicats de salariés, des partis ouvriers, des syndicats ou groupes d'autodéfense de paysans travailleurs, des organisations d'opprimés, il faut défendre becs et ongles les besoins des masses, incompatibles avec la soumission à la bourgeoisie, à ses partis, à ses Églises, à ses hauts fonctionnaires, à son état-major. Les travailleurs des villes et des campagnes doivent s'unir contre la hausse des prix, la mainmise étrangère, le manque de services sociaux, l'emprise des narcotrafiquants... Il leur faut des assemblées sur les lieux de vie, de travail et d'études, centralisées à l'échelle du pays.

Pour ne pas se laisser effrayer, démoraliser ou duper par la bourgeoisie, les plus conscients des travailleurs et des étudiants doivent se rassembler en un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste qui prendra la tête de tous les opprimés et exploités, ouvrira la voie du pouvoir des travailleurs, de la révolution socialiste, de la fédération socialiste d'Amérique.

Gel des prix du carburant, du gaz et de la nourriture. Échelle mobile des salaires et des pensions. Suppression des impôts indirects sur la consommation populaire.

Soutien aux paysans travailleurs avec des engrais, une assistance technique et l'achat de leurs produits à des prix suffisants.

Expropriation des grandes propriétés foncières. Fin des concessions aux entreprises impérialistes, expropriation de leurs filiales. Nationalisation, sans indemnité et sous contrôle des travailleurs, des groupes capitalistes.

Assurance sociale complète et universelle. Soins et éducation complètement publics, gratuits et de qualité, sous contrôle des organisations populaires. Enseignement gratuit à tous les niveaux pour les enfants des travailleurs.

Plan de construction à grande échelle et logement de qualité et bon marché pour tous. Développement des transports collectifs à prix modique avec gratuité dans les villes. Électricité, eau, téléphone et tous les services publics à bas prix, sous contrôle ouvrier et populaire.

Des moyens pour rendre réel le droit à l'avortement. Fin des subventions à l'Église catholique. Séparation complète de l'État et de toutes les religions.

Autodéfense des masses. Élimination de l'armée de métier, de la police, des réseaux de narcos.

Départ de l'Organisation des États américains sous la coupe de Washington. Répudiation de la dette extérieure. Rupture avec le FMI, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et l'OMC.

Gouvernement ouvrier et paysan !

24 septembre 2022

Cahier Révolution comuniste , 4 euros par la poste; 3 auprès des militants

ABC du marxisme : grève générale

> *La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires.* (Trotsky, *Encore une fois, où va la France ?,* mars 1935)

La grève de masse, illimitée, de l'ensemble des sites d'une grande entreprise, d'une zone, d'une branche d'activité, de tout un pays est un moyen de lutte qui n'a pas été conçu dans le cerveau de Marx, Engels, Lénine, Luxemburg, Trotsky... Elle est née de la lutte entre les classes sociales, de l'expérience du prolétariat. Au fil de l'histoire, elle a montré en pratique son efficacité et ses limites.

En juillet 1842, de l'Écosse au Pays de Galles en passant par l'Angleterre, une grève générale de 500 000 ouvriers revendiqua le droit de vote, l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail. Les capitalistes effrayés se rangèrent avec les propriétaires fonciers pour réprimer le soulèvement.

Le communisme naissant (Comités de correspondance communiste d'Engels et Marx, Ligue des communistes...) en tira les leçons. Il se heurta à l'anarchisme. D'abord à une version hostile aux grèves qui rêvait d'une transformation pacifique par la voie mutuelliste et coopérative, faisant l'économie de la révolution (façon Proudhon). Ensuite à une version prêchant une grève d'ensemble, contrôlée par une élite secrète, qui permettrait de réaliser immédiatement le communisme à l'échelle locale (inspirée de Bakounine).

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

LA CLASSE OUVRIÈRE EST EN DANGER !...

L'émeute réactionnaire du 6 Février

Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale !

En pratique, la grève générale resurgit en Belgique, pour obtenir le droit de vote, en 1893, en 1902 et en 1913 ; en Italie, contre la répression policière en 1904. Dans l'empire russe, en 1905, la révolution mêla manifestations de rue, « grèves de masse », soviets, insurrection... Des conseils (soviets) apparurent à partir des comités de grève. Ils fonctionnaient comme des parlements révolutionnaires que fuyait la bourgeoisie. La grève générale de décembre permit l'insurrection du 7 décembre à Moscou où la fraction bolchevik du Parti ouvrier social-démocrate de Russie organisait depuis plusieurs semaines la fraternisation des conscrits avec les ouvriers. Bien qu'elle s'étendit à plusieurs villes, elle resta isolée et fut vaincue.

Après la contrerévolution tsariste, Lénine en fit une tactique subordonnée à l'insurrection comme condition à la réunification du POSDR en 1906. Luxemburg tenta, en vain, de la réintroduire dans l'arsenal du principal parti ouvrier de l'époque, le SPD d'Allemagne

La révolution russe de 1917 s'ouvrit par la grève générale à Petrograd, nourrissant les manifestations qui permirent la fraternisation avec les conscrits et le début de l'armement des travailleurs. De même, les grèves de masse de 1917 en Allemagne annoncèrent la révolution de 1918. La grève générale brisa le putsch de Kapp en 1920. La révolution italienne commença par une grève générale en 1920.

L'Opposition de gauche de l'Internationale communiste (1929-1933) contre le stalinisme est née, parmi 3 questions, de la grève générale en Grande-Bretagne de 1926. Le 8 février 1934, quand les fascistes attaquèrent l'Assemblée nationale, la LC (section française de la 4e Internationale) titra : *« La classe ouvrière est en danger ! Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale ! »*. La CLA (section américaine de la 4e Internationale) conquit une implantation ouvrière par son rôle dans la grève générale des chauffeurs routiers en mai 1934 à Minneapolis (Minnesota). Spontanément, en juin 1936, en France, la classe ouvrière déclencha la grève générale, illimitée.

En 1953, les ouvriers de Berlin et de l'est de l'Allemagne se mirent en grève et manifestèrent contre la bureaucratie stalinienne de RDA. En 1956, la classe ouvrière de Hongrie combina la grève générale avec la création de conseils et l'armement. En 1968, la classe ouvrière entra en lutte et secourut les étudiants en Tchécoslovaquie. En 1970-71, la grève générale des chantiers navals et des usines des ports de la Baltique dressa la classe ouvrière de Pologne contre la bureaucratie.

En 1958-59, la grève générale paralysa le régime de Batista à Cuba, confronté au soulèvement des campagnes organisé par le M26J. La grève générale de 1960-1961 menaça l'État bourgeois en Belgique. En 1968, en France, les travailleurs débordèrent les directions syndicales et lancèrent une grève générale. En 1969, une grève générale paralysa Rosario en Argentine. En 1970, une grève générale chassa une junte militaire en Bolivie, puis les mineurs s'armèrent. En 1974, la grève générale des mineurs renversa le gouvernement du Parti conservateur de Grande-Bretagne. En 1978, la grève générale des travailleurs du pétrole précipita la révolution en Iran. En 1983, les services publics furent en grève générale en Belgique.

L'hostilité à la grève générale est un trait commun aux agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Pour empêcher la grève générale et illimitée, les bureaucrates syndicaux décrètent des grèves perlées, des journées d'action limitées dans le temps, des grève reconductibles éparpillées, des grèves par métier, etc. Les partis ouvriers bourgeois opposent les urnes à la grève générale.

> *Votez Mélenchon et vous aurez la retraite à 60 ans. Pas besoin de faire des grèves qui vous coutent cher ou qui sont dangereuses.* (Mélenchon, LFI, 20 mars 2022)

La grève générale ne résout rien en elle-même, mais elle montre au prolétariat sa propre force et elle pose le problème de savoir quelle classe doit diriger la société. Pour l'emporter, il faut un parti ouvrier révolutionnaire qui s'axe sur le programme communiste, déjoue les trahisons et organise l'insurrection.